

1er Mai : l'unité possible et nécessaire

Rouge

La nouvelle
arme
des patrons

P 8/9

M 1578 N° 1156 6,50F

Hebdomadaire

Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

19 au 25 avril 1985

Pisani

assez de manœuvres



KANAKY

LIBRE

SOCIALISTE

PIERRE FRANK

Souvenirs d'un militant exemplaire

Il y a un an, disparaissait notre camarade Pierre Frank. Ancien secrétaire de Trotsky, dirigeant de la section française de la IV^e Internationale aux heures les plus difficiles, il fut un révolutionnaire exemplaire, doté d'un flair et d'une intelligence politiques hors pair. Alain Krivine livre ses souvenirs, tirés d'un ouvrage à paraître aux éditions La Brèche, en hommage à ce vétéran de notre mouvement.

Pour la LCR, mais pour notre génération en particulier, le rôle de Pierre Frank fut décisif dans la mesure où il fut l'un des artisans de la transformation du PCI en Ligue communiste. A l'époque, et vu les forces en présence, son rôle personnel fut déterminant. Il faut en effet se rappeler que, dans les années soixante, le PCI était une organisation qui avait perdu l'essentiel de ses cadres de la guerre et de l'après-guerre.

Lorsque la jeune génération de militants de l'UEC vient rejoindre la IV^e Internationale, il ne reste plus qu'une poignée de cadres dans le PCI : Frank, Prager, Lequenne et quelques autres. La décision de créer la JCR en 1965 a suscité un profond débat au sein du PCI, débat dont les conséquences seront cruciales pour le développement de la section.

Plusieurs centaines d'étudiants communistes venaient d'être expulsés de l'UEC après une bataille oppositionnelle dirigée en grande partie par des militants du PCI. Toute la discussion portait sur la nature de la nouvelle organisation à créer : soit une organisation autonome de jeunes qui serait dirigée par les militants du PCI, soit directement une organisation de jeunesse du PCI, comme le voulait la tendance de Pablo, sur le point de rompre.

Dans ce débat, Pierre fut le plus jeune des « vieux ». En se battant pour la création de la JCR, il parlait de l'idée qu'une adhésion groupée à un PCI qui n'avait pas encore fait ses preuves serait plaquée, non assumée par de nombreux jeunes, et finalement empêcherait toute possibilité de développement ultérieur dans un milieu en pleine radicalisation. « Il faut gagner notre crédit dans l'expérience, et celle-ci n'est pas suffisamment faite. Certes, il y a des risques, et les jeunes feront des conneries mais ça sera une excellente école. Il faut leur faire confiance. » Ces propos, je m'en souviens. Ils témoignent du flair politique et de l'esprit d'ouverture de Pierre, qui peut paraître surprenant à ceux qui ne le connaissent que superficiellement.

C'est vrai qu'au premier abord Pierre était plutôt glaçant. Ma première rencontre avec lui fut déroutante. Encore tout jeune militant du PCF, j'allais rencontrer le fondateur du trotskysme français, l'ancien secrétaire de Trotsky. Bref, j'étais im-

pressionné. Mon émotion dura cinq minutes : « Ah, c'est toi Krivine ! Tiens, tu peux nous aider à agraffer ces brochures. »

Rigueur organisationnelle, planification de son temps, Pierre incarnait pour nous le sérieux politique, la continuité, l'honnêteté intellectuelle exempte de tout arrivisme, bref, le symbole du militant révolutionnaire tel qu'on se l'imaginait par les livres.

Pendant la guerre d'Algérie, il s'était préparé aux arrestations, et les flics du quai des Orfèvres connaissaient bien ce rôleur qui, à chaque visite, faisait son scandale contre la vétusté des lieux et les mauvaises conditions d'hébergement.

Il avait enterré pas mal de vieux révolutionnaires, dont beaucoup avaient soit abandonné, soit trahi le combat. « Pour

tenir, aimait-il répéter, il faut une peau d'éléphant. »

Son flair politique toujours en éveil, il a, je crois, le premier saisi dès le début l'importance de Mai 68, et sans doute grâce à sa connaissance parfaite du mouvement ouvrier français.

En période normale, ses heures de repas étaient strictes et ne souffraient pas d'exception. Mais un soir de Mai, au début de la grève étudiante, Pierre, fait inhabituel, était resté tard au local. « Tu vas voir, me dit-il, ce qui va se passer. Ce sera plus important que Juin 36. » Quelques jours plus tard, Pierre n'avait plus d'horaires pour ses repas.

Par la suite, avec la création de la LCR et l'apparition d'une nouvelle direction de la section française, Pierre décida de nous laisser faire, limitant son intervention à quelques grandes questions politiques. Cette présence discrète était délibérée. Il considérait qu'il avait passé la main et que la nouvelle direction devait assumer pleinement ses responsabilités et ses erreurs.

Les dernières rencontres politiques que j'ai pu avoir avec lui, quelques semaines avant sa mort, illustrent bien sa personnalité. Derrière son bureau de travail, toujours impeccablement rangé, Pierre avait, comme d'habitude, griffonné sur une feuille de papier les trois ou quatre grandes questions qu'il voulait discuter : la crise du PC que nous sous-estimions ; le journal,

pas assez mordant ; la propagande, pas assez orientée dans une critique globale du capitalisme ; la nécessité du socialisme pas assez mise en avant.

D'une lucidité encore parfaite, Pierre était agacé par la maladie qui le minait physiquement. Il n'aimait pas en parler. L'entretien durait vingt minutes, jamais plus : « Tu as d'autres tâches... » Quelques questions sur la Ligue, sur des camarades, et sur ma famille. Cette dernière question n'était jamais formelle. Sous ses aspects bourrus, Pierre ne négligeait jamais la vie personnelle des autres, et toujours avec une générosité et une chaleur que beaucoup de ceux qui ne l'ont pas approché ignoraient.

L'image du combattant, il a voulu la garder jusqu'à la fin, empêchant les militants de venir le voir sur son lit d'hôpital. La veille de sa mort, il avait fait mettre *le Monde* sur son lit, pour que je garde de lui, comme dernière image, celle du militant ; mais, déjà, il ne pouvait plus lire.

Ce ne sont là que quelques souvenirs de celui qui fut un révolutionnaire exemplaire. Ce mot peut paraître galvaudé ou grandiloquent, mais la génération qui a milité avec lui n'est pas près d'oublier une telle présence et une telle trempe. Et ce vide, aujourd'hui, est d'autant plus ressenti que la situation politique présente n'aide pas à le combler.

Alain Krivine

Il y a un an... l'enterrement de notre camarade Pierre Frank.



ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE, DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

NOUVELLE-CALEDONIE

Le puzzle inachevé de Pisani

La version définitive du plan Pisani n'a pas encore été rendue publique. Le haut commissaire a mis les bouchées doubles pour arracher un compromis avec la direction de l'Union calédonienne, sans que l'on puisse prévoir les réactions de la base du FLNKS. Reste pour le pouvoir à faire de même avec la droite caldoche.

Edgard Pisani n'a jamais manqué une occasion de rappeler que le projet gouvernemental en Nouvelle-Calédonie était d'y maintenir, voire d'y renforcer, les intérêts français. « *Le vrai problème posé à la France, disait-il voilà peu à France Inter, est de savoir quel est son intérêt national, historique, stratégique, et comment le distinguer de l'intérêt des Calédoniens d'origine européenne.* »

Selon le délégué du gouvernement, « *l'autonomie en Nouvelle-Calédonie a renforcé la prééminence des Européens au détriment des Canaques* ». S'il n'y avait eu que le statut d'autonomie pour marginaliser la population mélanésienne, il suffirait de changer les institutions pour rattraper le retard. Mais il se trouve que bien avant le statut d'autonomie, la colonisation avait spolié et assujéti les Kanaks. Lutter pour l'indépendance, c'est aujourd'hui vouloir conquérir une souveraineté véritable qui permette de résorber l'héritage colonial et de sortir le pays du sous-développement.

Aucun pays d'Afrique noire n'a atteint cet objectif alors que la plupart d'entre eux ont connu une « *décolonisation* » du type de celle que propose Edgard Pisani, c'est-à-dire une sorte d'Etat associé. Le Parti socialiste qui, avant 1981, savait porter un jugement très critique sur la décolonisation africaine oublie maintenant ces leçons pour la Nouvelle-Calédonie.

Un appareil d'Etat clefs en mains

Le projet originel de Pisani, annoncé le 7 janvier, prévoyait des clauses de garantie pour la pérennité des intérêts politiques et militaires de la France dans le futur pays indépendant : statut particulier de Nouméa, maintien de l'armée française, accords économiques préétablis, réformes foncières purement formelles, etc.

Un certain nombre de choses vont être modifiées dans le plan définitif. Le FLNKS avait par exemple dit son complet désaccord sur la question de Nouméa et le gouvernement doit trouver un aménagement. Mais sur le fond, c'est bien la perspective d'un Etat associé qui sera maintenue, c'est-à-dire un Etat garant de la présence française sur le long terme. A l'heure actuelle, d'autres composantes du puzzle calédonien ont proposé leur propre plan pour ce même objectif. Le LKS de Nidoish Naisseline rejoint sur bien des points Pisani et propose une « *période probatoire* » pour l'indépendance et le RPCR une autonomie plus systématique avec une forte régionalisation interne qui préserve l'éventualité d'une partition du pays. A

la différence de ces deux partis, le gouvernement ne croit pas à un aménagement politique. Il pense, et c'est ce qui exaspère le RPCR, que le seul moyen d'établir une paix durable est de donner une partie au moins du pouvoir politique au FLNKS. Resterait alors à convaincre celui-ci que l'Etat associé est la seule solution viable et que la France demeure la meilleure conseillère pour l'avenir.

Le difficile passage de la théorie à la pratique

Le RPCR aurait pu chercher un terrain de négociation avec Pisani. Cela aurait été dans l'ordre des choses si la Nouvelle-Calédonie ne connaissait pas certaines formes très particulières de domination coloniale. C'est maintenant le gouvernement qui fait référence à la tradition gaullienne de décolonisation pour l'opposer à l'inflexibilité du plan des Ukeiwé, Pasqua et Chirac. Le projet Pisani devrait en effet, pour fonctionner, associer le FLNKS et une fraction substantielle de l'actuelle classe dirigeante caldoche. Il lui faudrait également résoudre le problème foncier et personne ne peut croire que cela soit possible par la simple reconnaissance juridique des droits coutumiers, en ne touchant pas aux propriétés de milliers d'hectares que se sont appropriés les Blancs. Sur cette affaire comme sur bien d'autres, la présence d'une communauté coloniale massive forme un barrage objectif à l'intégration des Kanaks. Et c'est parce qu'il pressent qu'aucun référendum ne légitimerait aux yeux des Blancs les changements institutionnels projetés que le gouvernement prévoit d'ores et déjà une administration directe pendant toute une période. La perspective de l'indépendance et celle de l'Etat associé sont donc repoussées d'autant.

Trouver un compromis avec les Blancs

Au mois de janvier, Pisani avait présenté son projet comme étant essentiellement adressé aux colons. Il voulait les convaincre que le seul moyen de rester en Calédonie et d'y conserver leurs intérêts était l'indépendance. Depuis un mois, tout a été mis en œuvre pour faire croire que Pisani s'adresse fondamentalement au FLNKS. Ce revirement est pour l'essentiel dû au fait que Pisani a échoué dans sa tentative de convaincre une partie réelle du colonat, les fameuses quinze mille voix nécessaires à l'approbation du référendum. Mais il faudra tôt ou tard qu'il retourne à ses premières préoccupations.



Il ne pourra y avoir de solution néo-coloniale réelle dans ce pays que si le gouvernement trouve un *modus vivendi* avec des Caldoches. Quel que soit le compromis que Pisani croit pouvoir obtenir avec le FLNKS, il devra retourner à la case départ pour discuter avec Lafleur, Ukeiwé, le RPCR et les fachos. Est-il certain dans ces conditions que l'accord avec les indépendantistes résistera aux exigences des caldoches ? Rien de moins sûr. Pisani aura peut-être réussi à endormir une partie du mouvement indépendantiste, contribuant ainsi à l'affaiblir par rapport à la réaction locale, mais il n'aura pas pour autant résolu son problème.

La solution néo-coloniale nécessiterait un accord entre indépendantistes et RPCR ; pour le moment, Pisani n'a pas cette carte dans son jeu, malgré toutes ses confidences sur ses rapports personnels avec Jean-Marie Tjibaou.

Le FLNKS devant l'obstacle

Au départ, le FLNKS avait expliqué que le plan Pisani s'adressait aux Français et qu'il se sentait fort peu concerné. C'était là une position tactique, d'attente, qui avait en tout cas l'avantage de bien situer le problème. Lorsque Pisani voulut changer d'interlocuteur, et après avoir

copieusement réprimé les tribus, il fut alors question dans le FLNKS de s'intéresser au calendrier Pisani, c'est-à-dire celui qui prévoyait à l'origine une indépendance pour le début 1986. Pour une partie de la direction du Front, la seule option réaliste était d'envisager de jouer le jeu et d'utiliser par la suite l'Etat associé pour obtenir une réelle souveraineté kanake. C'était ne pas compter sur un référendum qui avait toutes les chances d'être majoritairement négatif. Ayant à peine commencé à débattre de cette affaire, le FLNKS se trouve maintenant devant un gouvernement qui parle d'administration directe, repoussant ainsi l'indépendance à l'après-1988. Cela a amené Jean-Marie Tjibaou à se déclarer prêt à revoir le calendrier pour l'indépendance.

Le gouvernement français a voulu utiliser ces derniers temps les difficultés du FLNKS. Il a manœuvré et cherché à faire apparaître des convergences avec certaines composantes de celui-ci. Il devrait pourtant se méfier car toute l'histoire du mouvement indépendantiste montre qu'il n'est pas aussi simple de contourner le mouvement réel. Ce ne serait pas la première fois que les illusions au sommet du Front seraient brutalement remises en question soit par les événements soit par la radicalisation à la base d'une partie du mouvement.

Claude Gabriel

Les belles histoires de l'oncle Dick

Dick Ukeiwé a mis en cause à son retour en France la LCR en affirmant qu'elle manipulait le FLNKS et avait dépêché un émissaire en Nouvelle-Calédonie. En mélangeant des pseudo-révélation et des affirmations aussi gratuites que péremptoires, Ukeiwé agite toujours le spectre de la manipulation par des agents de l'extérieur d'un groupe de rebelles kanaks.

Qu'en est-il de ses révélations ? Nos lecteurs ont pu au cours des dernières semaines suivre les reportages effectués sur place par un journaliste de *Rouge*, Claude Gabriel. Que *Rouge* dépêche un journaliste, voilà Ukeiwé qui en fait un émissaire, alors que le reste de la presse procède comme nous.

Mais retournons à Oncle Dick la question, comment appelle-t-il les Bernard Pons et autres Charles Pasqua ? Ce dernier, censé examiner sur place les conditions de fonctionnement et la qualité de l'information de Radio-France outre-mer au nom de la commission des affaires culturelles du Sénat, en a profité pour mettre au point le plan de bataille de la filiale du RPR. Doit-on rappeler également que si le gentil Ukeiwé a prêté son nom au plan du RPCR, il est de notoriété publique que ce dernier a été rédigé à Paris.

Si Ukeiwé trouve les reportages que nous avons publiés peu à son goût, nous ne pouvons que nous en réjouir. Il apprécie sans doute mieux la prose des Thierry Desjardins et Jacques-Maurice Cler dans *le Figaro*, ou celle d'Alain Camille, alias A. D. G., chef du Front national local, qui sévit dans *Minute*.

La LCR, bien avant le 18 novembre 1984, a pris position en faveur de l'indépendance kanake et socialiste. Elle s'est rangée aux côtés du FLNKS, contre le colonialisme français et entretient bien entendu des rapports politiques avec cette organisation. Mais ni les militants indépendantistes kanaks, ni les militants de la LCR ne supporteraient de les transformer en rapports de subordination. Nous laissons cela au RPCR.

Alain Krivine

LE 21 AVRIL A PARIS

Le désarmement passe par le Pacifique

Le 21 avril, le CODENE organise à Paris une chaîne humaine entre le siège du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'Assemblée nationale et le ministère de la Défense. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une campagne contre la modernisation des forces nucléaires et en particulier contre la perspective d'un déploiement de la bombe à neutrons par la France. A ce titre, le CODENE pose justement la question : qui décide des petits et grands choix de défense qui sont arrêtés dans le plus grand secret des délibérations du Conseil de défense en dehors de tout contrôle social ?

On peut cependant regretter que le CODENE ne se départisse pas de la logique du gel qui n'implique nullement une remise en cause des armements déjà déployés. Ainsi, le mot d'ordre d'arrêt de la modernisation des forces nucléaires est pour le moins ambigu. Cela n'empêchera bien évidemment pas la LCR de tenir son rôle dans cette initiative.

Au lendemain de la journée de solidarité avec

la lutte du peuple kanak pour son indépendance, elle le fera en s'associant à l'intervention du Collectif pour un Pacifique indépendant et dénucléarisé, collectif où elle côtoie notamment le CODENE. La politique de militarisation de l'impérialisme français trouve en effet dans le Pacifique-Sud un terrain privilégié d'application, avec le centre d'expérimentations de Mururoa qui suffit à justifier sa politique coloniale dans la région, en particulier en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie.

Il s'agit donc pour le mouvement antiguerre français de combiner deux exigences : celle de la fermeture du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) et celle du droit à l'indépendance pour les peuples de la région, spécialement pour le peuple kanak qui subit actuellement le joug des forces de répression. Telle est la signification que nous voulons donner à notre participation à l'initiative du 21 avril, celle d'une dénonciation pratique de la politique impérialiste du gouvernement français.

V. A.

NOUVELLE-CALEDONIE

L'indépendance pour plus tard ?

Avant de s'envoler pour Paris, Jean-Marie Tjibaou a participé à la réunion du comité directeur de l'Union calédonienne. Il en ressort la volonté de réaffirmer la primauté de l'UC au sein du FLNKS et de négocier un calendrier avec le gouvernement.

Le comité directeur de l'Union calédonienne (UC) s'est tenu samedi 13 avril dans la tribu de Gohapin, près de Poya. Que la plus grosse organisation membre du FLNKS réunisse son instance dirigeante n'est pas en soi un événement qui explique la couverture que la presse lui a donné. L'« événement », pour les journalistes, était la réapparition de Jean-Marie Tjibaou, qu'on n'avait pas vu en public depuis le mois de février, et le contenu de ses déclarations sur l'indépendance.

« L'indépendance n'est plus seulement une idée ou un slogan, mais quelque chose de palpable que nous pouvons saisir, façonner, organiser et l'engagement que nous prenons au comité directeur de l'Union calédonienne aujourd'hui, c'est de construire l'indépendance qui est en marche. » C'est ainsi que Jean-Marie Tjibaou enregistre les acquis des mobilisations du 18 novembre, lors du boycott des élections territoriales, et des semaines qui ont suivi avec les barrages routiers.

Si la revendication indépendantiste est devenue incontournable, le dirigeant de l'UC reconnaît que l'indépendance vue par le gouvernement français et celle que souhaitent les militants kanaks ont peu de choses à voir : « La France peut nous accorder l'indé-

pendance, mais l'indépendance kanake socialiste est notre projet, non celui du gouvernement français ».

Pour autant, la direction de l'Union calédonienne semble pencher pour un compromis avec Pisani. Il porterait notamment sur le calendrier de l'indépendance : « La souveraineté, nous la voulons le plus rapidement possible, le retour des compétences au peuple kanak peut se négocier sur le calendrier. » Ce faisant, l'idée semble admise que l'indépendance, ainsi négociée, serait repoussée au-

delà du 1^{er} janvier 1986, qui était la date-butoir que se donnait le FLNKS.

L'hypothèse la plus avancée est celle d'une prise en main directe par Paris de l'administration du territoire, en dissolvant donc l'Assemblée dirigée par Ukeiwé, et la mise sur pied de plusieurs assemblées de région. Celles-ci désigneraient une assemblée consultative qui assisterait le préfet, détenteur du pouvoir exécutif. On le voit il s'agit d'un projet se voulant transitoire, où Paris tiendrait bien en main les rênes.

La direction de l'Union calédonienne est tentée par cette voie mais s'inquiète de l'avenir d'un tel projet en cas de retour à une majorité de droite en 1986. Aussi met-elle en avant la question de garanties pour que le processus devant conduire à l'indépendance soit irréversible. La droite a rejeté le projet d'Etat associé figu-

rant dans le plan Pisani du 7 janvier 1985. Par la bouche de Jacques Toubon, elle annonçait que l'actuel statut Lemoine ne tiendrait pas une semaine si elle redevenait majoritaire. On peut légitimement se demander comment elle se considérerait tenue par une promesse d'indépendance.

Mais on peut tout aussi bien se demander comment faire confiance au gouvernement et à Pisani, qui a endossé la responsabilité de l'assassinat d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro, qui a fait dévaster des tribus par ses gardes mobiles, tout en laissant courir les dirigeants fachos du Front calédonien. Comment ne pas penser que Pisani, qui se prétend ami des Kanaks, et Bertrand Delanoë pour le PS ont tout fait pour susciter des divisions au sein du FLNKS, pour faire avaler la pilule de leur projet ?

Jean-Jacques Laredo

JOURNEE INTERNATIONALE DE SOUTIEN AU PEUPLE KANAK

MARCHE NATIONALE LE 20 AVRIL A TRAVERS PARIS

13 h PLACE DENFERT-ROCHEREAU

A l'appel de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak

RECTIFICATIF

Dans l'article sur la conférence des dernières colonies françaises, une coquille malencontreuse nous a fait parler des « organisateurs européens ». Il fallait, bien entendu lire « organisateurs guadeloupéens ». Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.



1^{er} MAI

L'unité possible et nécessaire

Face au racisme et à la droite revancharde, face aux attaques patronales, contre l'austérité gouvernementale, contre le chômage, le 1^{er} Mai peut-il se dérouler dans la division ? Malgré les diviseurs, l'unité s'imposera-t-elle dans la région parisienne comme dans d'autres villes telles Lille, Marseille, Caen, etc. ?

Ce qui devrait être banal est devenu extraordinaire : il faut l'unité, et on en est à mettre en valeur les moments où elle se fait ! Ainsi, l'exemple du 1^{er} Mai qui se prépare dans la région parisienne mérite d'être connu partout.

Le 28 mars, le bureau de l'Union régionale parisienne de la CFDT (URP-CFDT) écrit aux autres organisations (CGT, FO, FEN, CGC, CFTC). Il souhaite « une rencontre » pour « discuter tant sur les objectifs que sur les formes de l'organisation commune du 1^{er} Mai 1985 ». Il « propose pour sa part trois objectifs : l'emploi et la réduction du temps de travail, la lutte contre le racisme, la solidarité internationale ». Le 10 avril, cette position est communiquée à la presse.

Quelques jours après, la réponse de FO est « non » : elle veut son machin bien à elle, comme d'habitude à 10 heures du matin. La CGT annonce sa propre manifestation, horaire et parcours ; mais elle accepte une rencontre avec les autres organisations.

Expliquera-t-elle, comme elle le pratique souvent : pas question de faire l'unité à cause des orientations nationales de la confédération

CFDT ? Une telle réponse serait étonnante : comment les militants CGT pourraient-ils oublier la manifestation commune, le 25 octobre dernier, à Paris et dans diverses villes, pour la défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires ? Y avait-il, alors, moins de divergences entre les confédérations CGT et CFDT ?

En fait, chacun le voit, une telle position de la CGT serait tout bonnement scandaleuse. Une chose est bien sûr indiscutable : la confédération CFDT ne veut à aucun prix de mobilisation unitaire avec la CGT, fût-ce une simple manifestation le 1^{er} Mai. Cela dit, pour la direction de la CGT, qu'importe l'unité. Seule compte sa volonté de polémique avec la direction de la CFDT. Car dans les faits, une manifestation unitaire n'empêche en rien la CGT de défendre ses idées, et même de critiquer comme elle l'entend la CFDT ou d'autres... L'unité, ce n'est pas « oublier les divergences » mais agir ensemble pour ce qui unit, tout en continuant à débattre des désaccords. Ce bon sens élémentaire est-il totalement sorti de la tête des dirigeants de la CGT ?

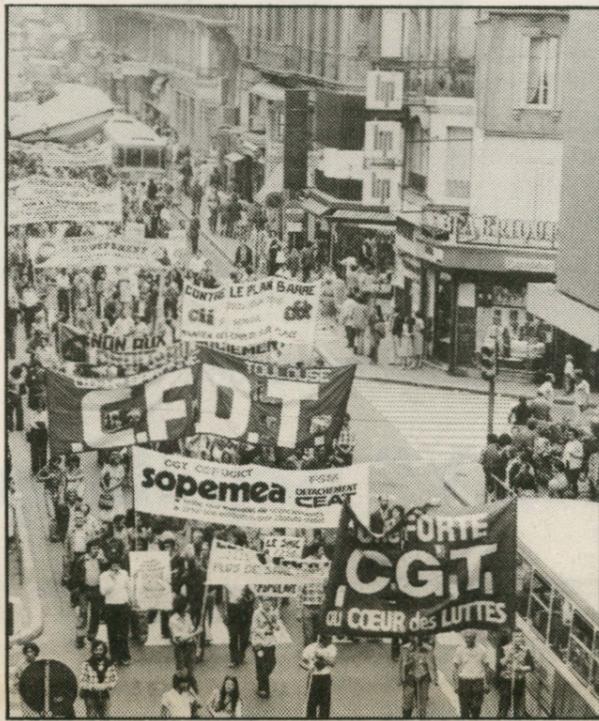
Ou bien jugent-ils que

leurs coups de clairon pour la grève générale les dispensent de faire l'unité contre le racisme, pour l'emploi, les revendications ? Une chose est sûre, dans cette affaire parisienne que la direction de la CGT ne laisse pas régler au hasard, une démonstration est faite : la

CGT veut se mettre en vedette et refuse tout pas en avant pour construire l'unité et la mobilisation.

En ce qui concerne l'URP-CFDT, une décision reste à prendre : que faire devant les diviseurs ?

P. R.



Editorial des feuilles d'entreprises

Yves Montand chante la guerre nucléaire

Certains se prennent pour Napoléon. Yves Montand se prend pour Jeanne d'Arc. L'émission du jeudi 18 avril, « la guerre en face » nous a présenté un nouvel illuminé. La pucelle d'Orléans entendait des voix, dit-on. Yves Montand les a entendues aussi, mais elles parlaient russe !

Alors Montand se lève et va dire au bon peuple de France que les Russes vont bientôt prendre Tours et Paris pour la banlieue de l'Afghanistan.

Tintin au pays des Soviets

Le personnage de Tintin a été créé contre la Russie des soviets. Le personnage, finissant, de Montand, a été ravalé par le service de propagande des armées contre l'URSS.

Le texte et le scénario de l'émission ont été écrits par les généraux les plus agressifs de l'armée. Et Montand, le sergent recruteur de l'idéologie de « Jihad », de « guerre sainte » antisoviétique, nous sert un torrent de conneries militaires, réservées d'habitude aux recrues du contingent encadrées par l'adjudant aviné de service.

Tintin-Montand voit des chars russes partout. La paix a été une parenthèse qui reposait sur le fragile équilibre des terreurs nucléaires. Mais voilà : les moyens de tuer étant plus raffinés et plus précis, la guerre s'étendant au domaine spatial, il n'y a plus d'équilibre nucléaire reposant sur la dissuasion. Pour Montand, que quelques généraux galonnés aient pu faire sauter dix fois la planète, c'était une garantie de paix, passe...

25, 26, 27 mai Fête de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire

Durant les trois jours du week-end de la Pentecôte, les 25, 26 et 27 mai, aura lieu à Presles (Val-d'Oise) la fête de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire.

Trois jours de détente, de fraternité, dans un cadre verdoyant où se dresseront des centaines de stands politiques, de jeux, de restauration, des expositions sur des sujets politiques, sociaux, scientifiques.

Animé par des artistes les plus divers, venus de bien des contrées, le spectacle sera permanent pendant les trois jours et gratuit. Chansons, musique, théâtre, cinéma, danse... à la fête le spectacle sera partout, pas seulement sur scène, mais aussi dans les allées, sur les places, aux carrefours, au détour d'un bosquet.

Et ce sera aussi un grand rassemblement politique de tous ceux, militants, sympathisants, amis, qui aspirent à un changement radical de cette société dure aux pauvres, à tous les opprimés, de tous ceux qui aspirent à une société vraiment humaine. Et c'est pourquoi la fête de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire sera aussi un moment de liberté où chacun pourra débattre et s'informer.

Alors retenez votre week-end des 25, 26 et 27 mai pour venir, avec nous, à Presles.

Comme chaque année, pour vous rendre à la fête, un service d'autocars gratuits fonctionnera pendant les trois jours à partir de la Porte-de-la-Chapelle.



La LCR organise à Paris un cycle de formation ouvert à tous ceux et à toutes celles qui s'intéressent à nos idées. Ce cycle se déroule le mercredi soir pendant six semaines, de 19 heures à 21 heures. Voici les thèmes et les dates :

- 17 avril : La lutte des classes dans l'Histoire.
- 24 avril : L'oppression des femmes.
- 8 mai : Réformisme et al-

ternative révolutionnaire.

- 22 mai : La révolution en Amérique centrale.
- 29 mai : La révolution anti-bureaucratique en Europe de l'Est.
- 5 juin : Pourquoi un parti révolutionnaire ?

Pour avoir plus de renseignements, écrire à : LCR (commission formation), 9, rue de Tunis, 75011 Paris, ou téléphoner au 367 62 62.



De Gaulle en 1969. Le départ du fondateur de la V^e République accéléra la crise du bonapartisme.

LES VÉRITABLES ENJEUX D'UNE RÉFORME (1)

Les blocages de la V^e République

Réforme du mode de scrutin, éventualité d'une cohabitation voire d'une collaboration entre certains secteurs de la droite et les socialistes : derrière ces débats, transparaissent les blocages des institutions de la V^e République. Il n'est donc pas inutile de revenir sur les vingt-sept années écoulées.

Le fonctionnement des institutions se trouve aujourd'hui au cœur du débat. C'est le signe indiscutable que la vie politique du pays se trouve dans une phase de crise et de redéfinitions.

Un tel constat peut sembler paradoxal. La V^e République fait preuve d'une longévité exceptionnelle. Depuis les Constitutions napoléoniennes, c'est elle qui a assuré la domination du capital avec le plus de stabilité. Instaurée à la faveur d'un putsch militaire en 1958, la république gaullienne s'est néanmoins révélée capable d'amortir des chocs historiques aussi importants que la décolonisation de l'Algérie, Mai 68 ou l'accession de la gauche au pouvoir en 1981. Il n'en demeure pas moins, qu'à y regarder de plus près, la façade présente de sérieuses lézardes.

Le projet originel

Le retour aux affaires de De Gaulle en 1958 mit fin à la crise larvée de la IV^e République qui, d'impasse ministérielle en impasse ministérielle était vite devenue un obstacle au processus de modernisation dont le capitalisme français avait le plus urgent besoin face à une concurrence internationale exacerbée. La Constitution promulguée le 4 octobre 1958 et modifiée par référendum en 1962, permit la mise en place d'un Etat fort, caractérisé par deux traits majeurs.

- Le renforcement de l'exécutif et de l'administration au détriment des assemblées parlementaires. Débarrassé de la tutelle législative, le pouvoir central dispose d'une extrême latitude dans la détermination des grandes orientations. La Chambre tendant à n'être plus qu'une institution croupion, les partis dominants se voient ôter leur fonction traditionnelle d'organes de pression. L'exécutif concentre donc seul

la légitimité suprême. De Gaulle était sur ce point parfaitement explicite, le 31 janvier 1964 : « *L'esprit de la Constitution nouvelle consiste, tout en gardant un Parlement législatif, à faire en sorte que le pouvoir ne soit plus la chose des partisans, mais qu'il procède directement du peuple, ce qui implique que le chef de l'Etat, élu par la nation, en soit la source et le détenteur.* »

- Le scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La loi électorale vint compléter le dispositif, en donnant une stabilité nouvelle au système, en amplifiant les majorités relatives des partis de droite et en éliminant de la représentation nationale les formations charnières.

Usure d'un système

En vingt-sept ans, cet appareil étatique, soustrait à tout contrôle des institutions officielles et placé entre les mains d'un vaste corps de hauts fonctionnaires, a joué pleinement son rôle de rempart du pouvoir de la bourgeoisie. Mais très rapidement, l'usure du gaullisme fit éclater toutes les contradictions du système. Le « charisme » de De Gaulle lui avait permis d'assurer la place d'un Bonaparte appelant au « *rassemblement des Français* », par-delà les confrontations partisans. Mai 68, la montée des luttes populaires qui s'ensuivit et son retour à Colombey en 1969, marquèrent le début de la crise du bonapartisme. Aucun des successeurs du général ne put restaurer la base populaire dont le régime jouissait à ses origines. Les partis bourgeois retrouvèrent une certaine autonomie, même si les manœuvres politiciennes ne retrouvèrent jamais leur intensité de la IV^e République.

Parallèlement, le scrutin majoritaire, censé être l'instrument du déblocage de la vie politique devint le facteur d'un autre

blocage : la bipolarisation. En forçant aux alliances pour pouvoir franchir la barre fatidique des 50 %, il joua notamment un rôle déterminant dans la cristallisation de l'Union de la gauche.

Dès le milieu des années soixante-dix, la classe dominante chercha une issue à un blocage d'autant plus explosif que, la crise économique survenant, la population se reconnaissait de moins en moins dans des institutions lui paraissant fort éloignées de ses préoccupations. Un phénomène que les politologues désignent à présent sous le terme de « *rejet de la politique* ».

En 1976, dans l'ouvrage théorique de son septennat, Giscard exprimait un projet ambitieux : « *Même s'il n'est pas proche, le temps viendra où le débat pourra être conduit en termes non passionnés (...) où les Français s'apercevront qu'ils ne sont pas aussi séparés dans leurs conceptions qu'on a voulu le leur faire dire, qu'ils peuvent en tout cas dialoguer démocratiquement et s'entendre sur un faisceau de propositions communes.* » (*Démocratie française*. Editions Fayard). En appelant ainsi à la « *décrispation* », l'hôte de l'Élysée s'efforçait de construire une grande force libérale et conservatrice, susceptible de remodeler le champ politique et d'ouvrir la voie à une alternance négociée avec la social-démocratie, dans une perspective inspirée du bipartisme allemand ou britannique. Pour y parvenir, il misait, en outre, sur une « *évolution clairement présidentielle* » des institutions, permettant au chef de l'Etat d'être un élément moteur des recompositions politiques.

La polarisation des forces comme l'incapacité de la droite à surmonter ses querelles intestines empêchèrent le remodelage de la domination bourgeoise et la restauration d'un consensus social. Elles ne contribuèrent pas peu à la victoire de François Mitterrand.

Quatre ans plus tard, sur les ruines de l'Union de la gauche et des espoirs populaires trahis, dans un contexte de crise maintenue du camp réactionnaire, le vainqueur de Giscard se retrouve face à des problèmes similaires. Et sa tentative actuelle, ne diffère pas fondamentalement de celles de son prédécesseur.

Christian Picquet

- Prochain article : Le vieux projet de Mitterrand.

Derrière l'extrême droite

« *La Tentation autoritaire en France* », un dossier des Temps modernes. 43 francs.

Dans le cadre de sa volonté actuelle d'aborder une série de grands sujets politiques, la revue *les Temps modernes* consacre sa dernière livraison à « *la tentation autoritaire en France* ». Elle traite ainsi la montée de l'extrême droite et ses répercussions sur l'idéologie dominante au sein du camp conservateur comme sur les appareils traditionnels de ce dernier. On retiendra plus particulièrement quatre contributions.

Celle de Jean-Marie Vincent, tout d'abord, qui analyse les racines de la poussée du Front national et ses dangers. Ce qui le conduit à conclure que « *la démagogie goguenarde de Le Pen, sa façon de tourner en dérision les joutes politiques* » vise fondamentalement à « *détruire toute vie politique authentique et (à) paralyser le système de défense de la démocratie pour se rapprocher du pouvoir* ».

Pierre-André Taguieff, spécialiste renommé de la nouvelle droite étudie de son côté les « *droites radicales* ». Au-delà des oppositions entre les différentes branches de cette famille, il met en lumière ce qui les unit, du parti de Le Pen aux clubs de l'opposition en passant par le GRECE et les formations ouvertement fascistes : l'idéal autoritaire.

Jean-Paul Honoré s'attache quant à lui, à disséquer l'idéologie du Front national et à « *décrire ce sentiment droitiste d'une "identité française" où le déterminisme joue, conformément à la tradition nationaliste, un rôle essentiel* ».

Enfin, Colette Ysmal aborde le RPR, à travers son évolution récente et son programme. Un parti qui, malgré la puissance de son appareil et de son infrastructure militante, se trouve en équilibre instable. Ce qui en fait « *un colosse aux pieds d'argile* ».

Christian Picquet

La panoplie des patrons

« *Les Nouvelles Politiques sociales du patronat* » de Pierre Morville. Editions La Découverte, coll. Repères. 39 F.

En conclusion de son livre *les Nouvelles Politiques sociales du patronat*, Pierre Morville résume les trois objectifs centraux qui ordonnent celle-ci. Une meilleure productivité du travail dont « *l'instrument privilégié est la flexibilité* ». Celle-ci s'appliquant aussi bien à l'outil de production (automatisation) qu'à l'emploi, qu'au temps de travail, qu'à la remise en cause des avantages acquis... Une gestion plus stricte des frais de personnel qui touche aussi bien la masse salariale, que les fonds affectés à l'amélioration des conditions de travail. Un nouveau type de relations sociales où « *l'Etat limite son rôle de régulateur social, les syndicats perdent leur rôle d'interlocuteurs exclusifs des chefs d'entreprise, les politiques d'individualisation se généralisent* ».

La panoplie est complète. La politique ambitieuse. Il est indispensable à tout militant ouvrier d'en connaître les lignes de force, les différents aspects, les exemples de mise en pratique déjà réalisés.

Le livre de Pierre Morville est donc à lire, sans hésitation. C'est une bonne incitation à la réflexion pour nourrir l'action à venir...

Le lecteur y trouvera aussi un rappel des évolutions de la politique du patronat depuis l'après-guerre, une mise en relation des acquis législatifs et des luttes ouvrières, qui permettent de replacer la politique patronale actuelle dans le contexte de la crise.

Michel Morel

DROITE

Le programme de la revanche

Chirac et Lecanuet viennent de parapher solennellement un « accord pour gouverner ». Ce texte est tout à la fois le révélateur des difficultés internes de la droite, à moins d'un an des législatives et une manifestation éclatante de la volonté de revanche des battus du 10 mai. C'est pourquoi, il mérite qu'on s'y arrête.

« Accord pour gouverner » : ainsi s'intitule le document de quelques feuillets paraphé par les dirigeants du RPR et de l'UDF, le 10 avril. L'objectif fondamental de ce texte au contenu indigent, les appareils de la droite le définissent d'emblée : « Nous gouvernerons ensemble. Nous refuserons notre confiance à tout gouvernement de compromis qui tenterait de s'appuyer sur une autre majorité (...) Nos candidats aux élections législatives s'engageront sur ces principes préalablement à leur investiture. »

Voilà qui a au moins le mérite de la clarté. Les états-majors de l'opposition visent à exorciser les menaces qui pèsent sur leur unité. Ils préviennent, en premier lieu, toute tentation chez certains de leurs partisans d'aller à la soupe, en répondant aux sollicitations de l'Elysée, après 1986. Ensuite, ils cherchent à couper l'herbe sous le pied de Le Pen, en indiquant qu'ils n'entendent pas gouverner avec lui. Ce faisant, ils espèrent provoquer un réflexe de « vote utile » au détriment du Front national. Enfin, RPR et UDF veulent marginaliser le courant barriste, dont le leader, ne disposant pas d'un appareil national implanté, ne saurait postuler à l'hôtel Matignon à l'issue des élections législatives.

Ces considérants, véritables aveux de faiblesse, ne sauraient masquer le caractère

revanchard et profondément réactionnaire du programme de la droite. Chacun des piliers de celui-ci se caractérise en effet par une volonté d'aggraver les inégalités sociales et d'agir au profit des puissances d'argent.

1.

Liberté sans bornes pour les possédants

Derrière chacun des axes du chapitre traitant du « renforcement des libertés publiques », c'est une logique d'élimination des entraves au pouvoir des capitalistes qui transparait. La « liberté de l'école » dissimule mal le projet de démantèlement de l'enseignement public au profit d'une école du fric et des curés. De même, la « liberté de la presse et de la communication audiovisuelle » laisse présager une offensive tous azimuts des requins du monde médiatique ainsi que le démantèlement de la plupart des organismes publics d'information.

Toute une orientation se concentre, au bout du compte, en deux phrases du document RPR-UDF : « Libertés d'entreprendre, de produire et d'échanger, droit de propriété. »

Course d'obstacle

Quelle stratégie pour les législatives et, au-delà, pour la présidentielle ? La droite ne peut plus échapper à ce débat et ce sera l'un des effets de l'accord RPR-UDF que de l'avoir révélé. L'encre des signatures était à peine sèche, que Raymond Barre annonçait coup sur coup qu'il « sponsoriserait » ses propres listes dans huit départements de la région Rhône-Alpes et qu'il « ne voterait pas la confiance à un gouvernement de cohabitation ».

Ainsi éclatent au grand jour les choix différents des chefs de file de l'opposition. Si l'UDF et surtout le RPR entendent faire de 1986 un tremplin pour les ambitions présidentielles de leurs leaders respectifs et pour leur reconquête du pouvoir (voir ci-contre), toute autre est la perspective de Barre. Ne disposant pas d'une machine électorale implantée, il ne peut en effet espérer se trouver dans une position de force suffisante pour dominer le camp bourgeois, en 1986. Il met donc délibérément le cap sur l'Elysée, jouant de toutes les cordes de la rhétorique gaullienne et se présentant comme un recours, au-dessus des affrontements partisanes.

Dans cette logique, il est normal que l'ancien Premier ministre refuse toute cohabitation avec le président de la République et joue même une crise de régime ouverte, si chiraquiens et giscardiens acceptaient de gouverner avec Mitterrand. Ce faisant, il cherche, dès aujourd'hui, à discréditer des rivaux qui risquent d'avoir les pires difficultés à

sortir de la paralysie politique qui pourrait suivre les prochaines consultations, pour peu qu'une ample majorité ne se dégage pas.

Pour que cette orientation ait un minimum de crédibilité, il faut encore que Barre se dote d'un groupe de députés suffisamment important pour peser sur la situation. C'est ce à quoi il s'emploie, en se préparant, à partir de sa région, à donner son label à un certain nombre de candidats.

A terme, Barre ne cache pas son projet : être l'artisan de l'émergence d'une grande force conservatrice susceptible de gouverner en alternance avec la social-démocratie. Il déclarait par exemple, dans un récent entretien au *Nouvel Observateur* : « Beaucoup de choses changeraient en France si (...) le Parti socialiste (...) faisait sa mue idéologique et tenait son congrès de Bad-Godesberg ! Alors se produirait la véritable décrispation, alors l'alternance pourrait se faire sur le type de société et le problème de cohabitation perdrait une grande partie de son acuité. »

Quelle que soit l'issue de ce nouvel affrontement, on peut d'ores et déjà prédire qu'il va aggraver la crise du camp réactionnaire, plus que jamais soumis aux effets d'une course effrénée au pouvoir entre ses diverses composantes. Une crise dont les prolongements pourraient bien être importants sur la stabilité politique et institutionnelle du pays, dans la prochaine période.

Christian Picquet



2.

Priorité à l'Etat-gendarme

L'opposition ne jure que par le « reflux de l'Etat ». Mais ce bric-à-brac idéologique ne constitue qu'un masque pour camoufler le type de pouvoir et le type de société appelés de leurs vœux par Chirac et Lecanuet. Ainsi, selon leurs plans, l'Etat verra ses fonctions réduites « à ses missions essentielles de sécurité, défense et justice ». C'est la promesse sans fard d'un retour à l'autoritarisme et à la répression.

S'il n'en fallait qu'une preuve, on la trouverait dans le seul exemple que les politiciens réactionnaires trouvent à avancer : « Il sera mis en œuvre une politique de contrôle et de limitation de l'immigration. » Voulant chasser sur les terres de l'extrême droite, l'opposition parlementaire lui emprunte le thème central de sa rhétorique démagogique. Comment, après cela, s'étonner que Le Pen exulte : « Dans l'accord RPR-UDF, je vois un reflet tellement évident du programme du Front national que j'en suis tout réjoui. Nous aurons eu au moins cette influence sur la vie politique d'avoir donné à l'UDF et au RPR un programme de droite. » Sans commentaire !

3.

Déréglementation tous azimuts

La plate-forme de l'alliance réactionnaire se complète par le catalogue désormais traditionnel des mesures empruntées au libéralisme reaganien.

« Réduction de la part des dépenses publiques dans le produit national et

allègement des prélèvements obligatoires », est-il tout d'abord indiqué. C'est clair : les possédants paieront moins de taxes tandis que la population laborieuse sera brutalement touchée par la diminution des dépenses sociales et le démantèlement des systèmes de protection.

« Suppression des réglementations abusives qui entravent la liberté d'entreprendre », ajoutent les deux formations. Comment interpréter cette phrase, sinon comme la promesse que les capitalistes verront s'accroître leur droit... d'exploiter leurs salariés, ceux-ci ne disposant même plus de celui de construire leur rapport de forces. Il y a quelques mois, le programme du RPR (1) prévoyait qu'après 1986 les rémunérations devraient être négociées entreprise par entreprise sans que les grandes organisations ouvrières puissent peser au niveau des branches ou au plan national. Il envisageait par ailleurs de réduire les pouvoirs de l'inspection du travail. Le texte RPR-UDF ne dit pas autre chose en prônant « la libération des rapports sociaux par la renaissance de la politique contractuelle (...) et le refus de l'emprise excessive des syndicats politisés sur la vie de l'entreprise et du pays ».

Il suffira d'ajouter que RPR et UDF prévoient la « dénationalisation progressive des entreprises publiques, industrielles et bancaires, qui relèvent du secteur concurrentiel » (ce qui inclut des firmes étatisées à la Libération, comme Renault), et on aura une vision d'ensemble de ce qui attend les travailleurs, en cas de retour au pouvoir des battus du 10 mai.

André Terroux

1. « Libres et responsables », éditions Flammarion.

L'auto-exploitation, ça baigne

Aujourd'hui, la politique patronale ne se limite pas à la course à la flexibilité de l'emploi et des salaires. La transformation de l'organisation du travail au sein de l'entreprise est l'un de ses premiers soucis. Le directeur général du groupe Lesieur en livrait quelques recettes récemment dans une revue bancaire. « Sphères ».

Depuis les années 1970, les patrons de l'Hexagone sont atteints d'un virus : le voyage autour de l'océan Pacifique. Du Japon à la Corée du Sud, en passant par l'Indonésie, l'Australie et la Californie, ils cherchent les recettes qui font des entreprises de cette zone géographique des modèles. Ceux qui cumulent les résultats « les plus brillants et les plus performants » dans les palmarès internationaux.

Derrière les différences entre chaque pays, les spécialistes de la mise en valeur du capital étudient les méthodes communes. Celles-ci, importées en France, permettraient de rentabiliser au mieux les ressources des entreprises nationales. Car différences il y a ! « Quoi de plus différent, en effet, note Hervé Sérieyx, directeur général adjoint du groupe Lesieur, que les Japonais et les Californiens ? Les premiers

sont "bosseurs", "consensuels", "groupistes", et naturellement liés à la vie de leur entreprise, les seconds sont "jouisseurs", "hédonistes", hyper-individualistes et prêts à quitter leur entreprise si celle-ci ne réussit pas à les retenir. Malgré ces contrastes étonnants, conclut-il, les uns et les autres montrent les mêmes capacités à mobiliser la ressource humaine. En cette fin de siècle, celui-ci « est constitué par le potentiel humain ». Un gisement presque ignoré mais qui constitue le véritable élément actif de l'entreprise ».

Et l'exploitation de l'intelligence des travailleurs doit donc devenir la racine de l'organisation de « l'entreprise du troisième type » (1). « Il s'agit d'exploiter, explique le directeur du groupe Lesieur, au bon sens du terme la bonne exploitation, une idée qui mérite réflexion ! NDLR] ce fantastique gisement de richesse que représentent les capacités d'imagination des Français. Quand on connaît les capacités d'imagination de chaque Français pour résoudre ses problèmes individuels, précise-t-il, tous les espoirs sont permis. » L'un des trucs mis en place dans les entreprises par le patronat « moderniste » pour exploi-



La chasse au Schnoq, cet empêchement de faire tourner l'usine en rond, doit être un souci permanent pour les membres des groupes qualité. (Extrait de la BD des GE Solmer).

ter la matière grise des travailleurs au service des profits patronaux porte le nom pompeux de « cercle de qualité ». Monsieur le directeur Sérieyx est d'ailleurs vice-président de l'AF-CERQ (Association française des cercles de qualité). Celle-ci se porte bien.

Exploiter la matière grise

« De début 1981 à fin 1983, il s'est créé dix mille cercles de qualité, explique monsieur Sérieyx. Ils seront plus de cent mille à la fin 1987. C'est un mouvement dont le développement et le succès étonnent. » La méthode est simple. Il s'agit de regrouper régulièrement quelques salariés, d'utiliser leurs réflexions et leurs compétences, pour améliorer le fonctionnement de l'atelier, de la chaîne, du bureau. « Chez Lesieur, commente le directeur général adjoint du groupe, l'un des premiers cercles de qualité mis en place dans un atelier d'emballage a économisé, en un an, cinquante-six tonnes de mayonnaise en tubes de cent grammes. Étonnant ? Non ! Le personnel avait compris que la compétitivité de l'entreprise passait par lui. Interrogé sur cette économie tardive, le personnel a répondu : vous ne nous l'aviez pas demandé. Voilà, conclut monsieur Sérieyx, le changement quand on mobilise l'intelligence de l'entreprise. » La mise en place des entre-

prises du troisième type, pour le patronat français, vise avant tout à mettre ses usines à la hauteur dans la bataille commerciale qui se déroule sur le marché mondial. La course à la qualité se préoccupe, évidemment, avant tout des marges bénéficiaires de chaque entreprise concernée ! Les besoins des populations de la planète, en quantité comme en qualité, n'ont aucunement valeur de référence pour les tenants de l'exploitation « au bon sens du terme » de la matière grise des travailleurs des pays industrialisés !

Le travail dans la joie

Le directeur du groupe Lesieur explique, au passage, que l'association des travailleurs au bon fonctionnement de l'entreprise, à l'opposé du fonctionnement traditionnel, « vise un management, où, excusez-moi, l'on prend son pied. Sans cela, il n'y a pas de business ! ». Cela ne vous rappelle rien ? Aucun mauvais souvenir ? Pourtant, « le travail dans la joie » (« Kraft durch Freude »), c'était un slogan nazi sous le troisième Reich !



Derrière la flexibilité

La reprise de contact entre les syndicats — CGT exceptée — et le CNPF autour du dossier flexibilité a donc eu lieu ! Main dans la main, en prenant leur temps, les « partenaires sociaux », syndicats, gouvernement, patronat, poursuivent patiemment leur œuvre de dérégulation des conditions de vie et de travail des salariés. De TUC en CFR en contrats à durée déterminée...

L'individualisation du travailleur est un projet de longue haleine, méticuleusement construit par les patrons. De la flexibilité du temps de travail à celle du salaire, en passant par l'organisation de l'entreprise, inspirée par les modèles japonais et américain. La mise en place, l'extension des cercles de qualité, dont nous donnons deux exemples dans ces pages, est l'un des volets de cette politique. Elle s'appuie en partie d'ailleurs sur les lois Auroux, concernant la mise en place des groupes d'expression des salariés dans l'entreprise.

La multiplication des cercles de qualité, passés d'une dizaine en France dans les années soixante-dix à dix mille aujourd'hui, jette du baume au cœur du patronat. Ceux qui défendent les intérêts des travailleurs, doivent tout faire pour neutraliser cette arme antisyndicale, cette politique de division des travailleurs, d'association capital-travail.

Michel Morel

La chasse au Schnoq

On n'a guère entendu parler de la Solmer de Fos-sur-Mer durant les dernières luttes des sidérurgistes. Il se passe pourtant bien des choses dans cette entreprise qui connut des grèves très dures en 1979. Mais une ombre inquiétante plane depuis sur l'usine : celle du Schnoq et des GE « qualité, progrès, sécurité ».

La chasse au Schnoq est de rigueur à la Solmer, entreprise sidérurgique de plus de six mille salariés. C'est « la grande aventure des GE (groupes Eureka) qualité », explique le sous-titre de la bande dessinée Avis de recherche diffusée à tout le personnel. « Le Schnoq, commente Eureka, journal des GE de la Solmer, est une ombre, mais une ombre bien présente, malveillante et malheureusement toute puissante » dans l'usine. Le Schnoq s'attaque « à la qualité dans tous ses états : qualité du produit, qualité du travail, qualité de la vie dans l'entreprise, tout y passe. Ainsi, la plupart des



pannes, des incidents, des imperfections, des retards signalés à Solmer seraient l'œuvre du Schnoq ».

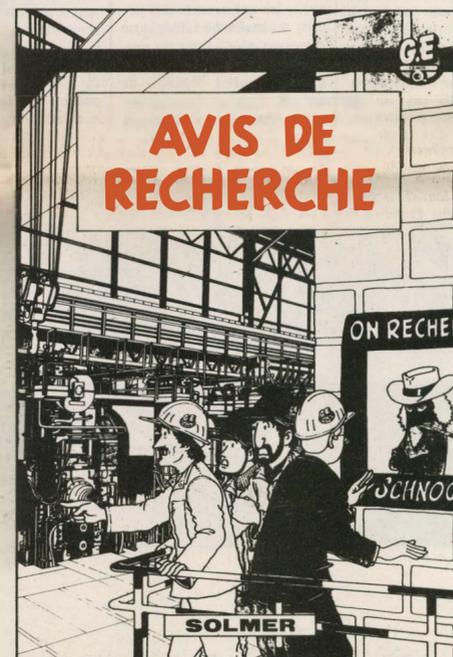
La chasse au Schnoq s'organise donc en groupe. Le GE qualité rassemble les ouvriers, employés, techniciens ou agents de maîtrise d'un même service, qui cherchent tous les trucs possibles pour déjouer les méfaits du Schnoq, sous toutes leurs formes. Chaque participant est volontaire. Le groupe offre « aux membres du personnel le moyen d'exprimer leurs idées, d'accroître leurs responsabilités et leur intérêt au travail. Il leur donne l'occasion d'être reconnus, respectés par la collectivité. Il leur permet de contribuer à rendre l'entreprise plus productive, plus performante, plus compétitive ».

Tout un programme, on le voit. L'exploitation de la matière grise des salariés, l'auto-exploitation des travailleurs s'organise aussi bien dans la sidérurgie que dans les groupes agro-alimentaires tels que Lesieur (voir article ci-contre).

Qualité, progrès, sécurité

A la Solmer, on a même le choix des GE ! Les groupes qualité ne sont pas seuls. La chasse au Schnoq n'est pas l'unique souci. Il existe aussi des GE progrès et des GE sécurité. Les GE qualité rassemblent des salariés d'un même service pour améliorer la productivité de celui-ci, les GE progrès sont composés, eux, d'agents de services divers sur un thème précis. L'un d'entre eux, par exemple, a étudié l'amélioration des tubes de protection de jet, servant à canaliser les tonnes d'acier liquides en fusion. Il a réalisé un gain brut d'un million de francs ! Les GE sécurité, comme leur nom l'indique, se préoccupent, pour leur part, de la sécurité des conditions de travail.

L'ensemble vise à « innover dans les rapports humains pour



La direction récompense les bonnes suggestions pour piéger le Schnoq. (Extrait de la BD des GE Solmer).

susciter l'imagination et responsabiliser ». Bref ! Construire un consensus dans l'usine entre le capital et les travailleurs qui en dépendent. « Trois formes de GE, trois piliers indispensables pour permettre à chacun de participer au devenir de l'entreprise. Les trois GE ne sont pas concurrents, ils sont complémentaires. Ils forment à l'intérieur de la Solmer un ensemble logique de libre participation et de développement ».

Respecter la hiérarchie

Mais la parole à la base, au sein des GE, respecte la hiérarchie ! « Le responsable hiérarchique est, dans la plupart des

cas, le premier spécialiste auquel le groupe fait appel. Il est donc naturellement [leur] meilleur soutien. » Toute suggestion émanant du GE s'applique après accord des directions de l'entreprise. Tout de même ! Laisser la parole aux salariés ne doit pas se confondre avec leur laisser l'initiative ! « Le problème étudié par le GE qualité vient de trouver ses solutions. Il s'agit maintenant de les présenter (et de bien les présenter) afin de convaincre la hiérarchie de leur bien-fondé et d'obtenir son accord pour les mettre en œuvre. »

Une machine antisyndicale

« Une partie des travailleurs se laisse évidemment prendre au jeu, commente un militant syndicaliste de la Solmer. Ce sont d'ailleurs plutôt en général les cols blancs que les cols bleus qui prennent ces groupes au sérieux et s'y attachent. Inutile de dire, cependant, que l'atmosphère d'ensemble dans l'usine s'en ressent. » Le réseau des GE, la valorisation de la hiérarchie, la carotte de la participation, forment un système qui ressemble fort à une machine antisyndicale. Le temps que des travailleurs passent dans les GE est autant de temps que ceux-ci ne passeront pas à défendre leurs intérêts de salariés, avec le syndicat !

Le réseau des GE lance un double défi aux organisations ouvrières dans l'usine : le premier est de montrer aux travailleurs qu'elles restent les plus efficaces quant à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Le second de savoir déjouer au mieux des salariés la véritable fonction des GE : l'organisation de leur auto-exploitation. Le tout n'a rien d'évident. Pour faire face, un syndicalisme actif, efficace et démocratique est indispensable. Il doit également savoir répondre sur le fond. Ce qui n'est guère facile lorsque le son de cloche des directions confédérales s'intitule respect de la compétitivité des entreprises à la CFDT, ou nouveaux critères de gestion à la CGT.

Faut-il préciser qu'un des buts visés par la multiplication des GE est de réduire autant que faire se peut la place de l'organisation syndicale ?

Qualité, progrès au service de qui ?

La multiplication des groupes « qualité, progrès, sécurité » dans l'entreprise vise à faire assumer par les travailleurs eux-mêmes leur propre exploitation. Ils doivent trouver tous les moyens d'améliorer, de rentabiliser la production. La définition, l'utilité sociale des produits fabriqués dans l'usine restent bien sûr le domaine qui leur échappe. Il demeure réservé aux patrons. Comme le profit que rapporte le matériel fabriqué — qui s'accroît en général à mesure que ces groupes se multiplient — reste totalement étranger aux travailleurs quant à son utilisation. Groupe qualité ou pas, l'entreprise privée prive toujours les travailleurs — qui construisent sa richesse — du moindre droit de contrôle sur le produit de leur travail, de toute possibilité d'utiliser celui-ci au profit des besoins sociaux.

Les groupes qualité sont donc un moyen d'institutionnaliser l'auto-exploitation des travailleurs, au profit du capital. Les organisations ouvrières ne peuvent transiger sur ce point. Cela n'a rien d'évident aujourd'hui. « A l'intérieur de l'entreprise,

l'attitude des syndicats évolue, note le directeur général du groupe Lesieur, ils deviennent plus soucieux de ne pas gêner les performances (...) Le profit n'est plus une tare. Le marché est reconnu comme un « régulateur nécessaire », pour reprendre une expression d'Edmond Maire. » La remarque fait mouche. Et si l'on tire le fil, la pelote se déroule. La flexibilité du temps de travail, la mobilité professionnelle et géographique, les licenciements à la sauce congés de reconversion pointent le bout du nez... Logique : ces mesures de rentabilisation se marient parfaitement avec les groupes « qualité, progrès », avec le rôle de « régulateur du marché ».

Partant du même constat de départ que le directeur général du groupe Lesieur — « ce fantastique gisement de richesse que représentent les capacités d'imagination des Français » —, nous abouissons à une proposition strictement inverse : le contrôle ouvrier, le contrôle des producteurs sur leur travail et son produit. Remercions au passage un grand patron de nous épargner toute démon-

UAP-ASSURANCES

Tailleur chic, patron choc

Peut-être avez-vous déjà vu madame Chassagne, P-DG de l'UAP, faire de la pub pour son groupe d'assurances à la télévision. Sourire sur le petit écran, main de fer dans ses services, madame Chassagne !

Les « nationalisées doivent donner l'exemple », avait déclaré Fabius en prenant ses fonctions de Premier ministre... Il a été entendu. Première femme patron de gauche du numéro un de l'assurance, l'UAP, madame Chassagne ne jurait d'abord que par les vertus de la concertation. Bientôt convertie au libéralisme, elle y adapte ses méthodes. Hier chante des nouveaux droits des travailleurs, elle n'hésite pas à s'asseoir aujourd'hui sur ceux de leurs instances représentatives.

Depuis une vingtaine de jours, le comité d'entreprise de l'UAP Jules-Lefebvre, près de l'Opéra, est en inter-

ruption de séance ! Les élus du personnel refusaient le déménagement de leur entreprise à la tour UAP de la Défense. La direction de l'UAP passe outre. Décidée à imposer ses projets, sa majesté Chassagne annonce aux salariés, par une note lapidaire, qu'une centaine d'entre eux (pour commencer) doivent faire leurs bagages dès le lendemain... à la veille des vacances de Pâques, alors que la moitié du personnel est absent. Pour faire bon poids, le régiment des déménageurs sera flanqué d'un peloton d'huissiers prêts à verbaliser, et d'une compagnie d'argousins au cas où de mauvais éléments auraient

l'idée de jouer Fort Chabrol rue Jules-Lefebvre.

Le syndicat CGT de l'UAP Jules-Lefebvre, très largement majoritaire dans l'entreprise, a donné aux travailleurs depuis plusieurs mois tous les moyens de comprendre les tenants et aboutissants de ce déménagement. Derrière lui se profile la filialisation des assurances collectives, la restructuration du groupe numéro un des assurances françaises, le cortège des suppressions d'emplois qui lui est lié. Depuis des mois, dans l'unité avec les autres organisations syndicales, la CGT a organisé la lutte. Plus de cinq cents travailleurs (97 % des votants) manifestent par un vote leur refus du déménagement. Grèves et débrayages par étage se succèdent. Le 4 avril, les exécutants des ordres de madame Chassagne viennent déménager un premier service. Les travailleurs consultés décident de ne pas occuper l'entreprise, mais refusent de s'occuper

du déménagement. « Ni emballage au départ, ni déballage à l'arrivée, ni rangement des dossiers. » La direction promet que tout « sera assuré » avec ordre et méthode par ses services.

Une semaine plus tard, dans la tour de la Défense, les dossiers ne sont pas plus rangés que les téléphones ne sont branchés ! Le personnel déplacé refuse de faire le boulot à la place de la direction. Les délégués CGT de Jules-Lefebvre, qui se déplacent à la Défense, récoltent des avertissements de la direction : le personnel bouge, mais ses délégués n'auraient pas le droit de suivre !

Le 7 avril, la direction décide de déménager deux autres services. Sept responsables de la CGT s'enferment dans l'entreprise. Les déménageurs se pointent à minuit. Repoussés, ils reviennent à 7 heures, puis à 8 heures, accompagnés d'huissiers et de membres de la direction. L'atmosphère s'échauffe. A 10 h 30, la direction décide de traduire

le secrétaire de la CGT en correctionnelle, pour « l'occupation des locaux, déprédation »... rien de moins. Devant le chantage de la direction de recours aux tribunaux, les travailleurs, convoqués en assemblée générale, demandent aux militants syndicaux d'arrêter l'occupation.

La direction de l'UAP a bel et bien gagné une manche ! Dernier détail : les élections de délégués du personnel sont convoquées pour le 23 avril. Mais ceux qui seront élus à Jules-Lefebvre n'auront plus de mandat syndical lorsque l'ensemble des salariés aura été regroupé dans la tour de la Défense, dans quelques semaines ou quelques mois. Si ce n'est pas là une combinaison pour éliminer ces délé-

gués syndicaux dans lesquels les salariés placent leur confiance ! Une pétition lancée spontanément par le personnel circule à Jules-Lefebvre, exigeant le droit pour les travailleurs de conserver leurs délégués.

Nombre de salariés d'autres secteurs de l'UAP, non impliqués par la valse des déménagements, ne se sont pas sentis concernés davantage par la restructuration en cours. Les réveils risquent d'être brutaux. Car avec le « cap sur la productivité à outrance », tous seront tôt ou tard concernés. Il serait temps que les syndicats de la branche se décident à tracer des perspectives de lutte claires et unifiantes. Avant que la direction de l'UAP n'entame la seconde manche !

Pierre Jean

L'occupation du siège de l'UAP, lors d'une précédente lutte en février 1979.



UIE CHERBOURG

Fermeture politique ?

Après des mois de lutte, c'est le gouvernement qui tient clairement le sort des travailleurs entre ses mains.

La direction départementale du travail a refusé la demande de licenciements déposée par le groupe Bouyghes, qui rayerait une fois pour toutes de la carte le chantier de l'UIE Cherbourg, spécialisé dans la construction des plates-formes off-shore.

Après avoir facilité le rachat de l'UIE, mis en faillite par la gestion frauduleuse

de son patron, par Bouyghes, l'étoile des travaux publics, le gouvernement se trouve donc de nouveau, sans fard, devant ses responsabilités : c'est lui qui doit trancher ! Edith Cresson se contente d'assurer que « son ministère suit l'affaire de près », expliquant au passage que « deux commandes ont échappé » à l'UIE en raison de leur prix

trop élevé sur le marché. Était-ce inévitable ?

« On le cache à peine chez Bouyghes, note le journal *Ouest-France* dans son édition locale, *UIE est viable... ce qui ne l'est pas, c'est une CGT puissante* ». Les prétextes de politique industrielle dissimulent donc en fait une affaire politique tout court ! Des centaines de travailleurs et de familles se retrouveraient au chômage parce que monsieur Bouyghes ne supporte pas la CGT.

Les travailleurs de l'UIE sont conscients après des mois et des mois de lutte,

d'arriver « au bout du rouleau ». Une réunion extraordinaire de la Communauté urbaine de Cherbourg vient de leur être refusée par le PS « pour ne pas donner de billes à la droite ».

Bouyghes était reçu au ministère du Travail le 16 avril. La CGT qui a demandé de rencontrer le ministre n'a, pour sa part, pas reçu de réponse. Depuis le début du mois, ceux de l'UIE sont sans nouvelles des salaires qui leur sont dus. Le gouvernement tient le sort de ceux de l'UIE entre ses mains.

M. M.

DE NOS CORRESPONDANTS

THOMSON GRENOBLE
7 semaines de lutte

150 ouvrières sont toujours en lutte à Thomson Saint-Egrève, près de Grenoble (voir *Rouge* du 29 mars). Une manifestation a eu lieu en ville mercredi dernier, FR 3 et la presse locale y ont fait écho. Les débrayages de quatre heures échelonnés par équipe commencent à entamer l'intransigeance de la direction. Face aux 800 francs réclamés par les grévistes (500 francs pour tous, 300 francs pour celles qui doivent porter une cagoule de protection), elle propose une prime exceptionnelle de printemps de 250 francs. Les grévistes refusent. Elles comptent sur leur détermination plus que sur la solidarité entre les Unions départementales syndicales ! L'action s'organise toujours en assemblée générale, en présence de la CGT et de la CFDT. La CGC commence à se plaindre de son sort : prise entre le marteau et l'enclume !

lure d'un règlement de comptes. Celui-ci s'était battu, il y a un an, au cours des luttes à Citroën, avec des types de la CSL, le syndicat maison. Les méthodes fascisantes de celui-ci ne sont plus à démontrer. Pendant des années, il a servi d'officine patronale pour contraindre les travailleurs au silence.

Comme par hasard, c'est Touil qui vient d'être condamné et que la direction veut maintenant licencier. Les grévistes de la faim sont installés dans le local syndical. Le patron vient d'obtenir un jugement en sa faveur qui ordonne l'évacuation des lieux avec 100 francs d'astreinte par jour de retard.

L'enjeu de la lutte est simple : empêcher pour tous les travailleurs de l'usine le retour à la situation d'avant 1982. Lorsque l'intimidation et la répression faisaient loi. La maîtrise est déjà allée voir individuellement chaque gréviste, au local syndical, pour faire de l'intimidation. La direction s'oppose à la venue d'un médecin pour surveiller l'état de santé des grévistes de la faim.

Comme l'explique la LCR de Citroën dans son dernier tract : « La réponse au chantage à la répression, c'est d'être tous ensemble aux côtés des grévistes de la faim, d'aller les voir tous ensemble ou atelier par atelier, de développer la solidarité autour de cette action, d'inviter des délégations syndicales d'autres boîtes de Levallois... Unis, nous repousserons les mauvais coups ! »

CITROEN
Grève de la faim contre un licenciement

Depuis le 5 avril, six travailleurs de Citroën-Levallois sont en grève de la faim. Ils luttent contre le licenciement d'un de leurs camarades, Touil, licenciement qui a tout à fait l'al-

INTERVIEW DE TROIS DIRIGEANTS DE LA
FEDERATION HACUITEX

Pour une CFDT offensive

Le contre-projet déposé par la fédération Hacuitex permet de faire apparaître les vrais débats de la CFDT. Interviewer des responsables d'Hacuitex, Léon Dion, Yvonne Delemotte, Daniel Torquéo nous a semblé nécessaire. Nous publions ici quelques extraits de leurs réponses.

● Votre texte apparaît un peu comme une réaffirmation de principes de base du syndicalisme...

Léon Dion — C'est notre démarche syndicale habituelle : développer la mobilisation ; même si les conditions

● Dans la dernière partie du texte « Ce que veut la CFDT », la commission exécutive affirme que l'unité d'action a fait des progrès en France (sic !), « sauf avec la CGT »... Qu'en pensez-vous ?

Yvonne Delemotte — La confédération se place dans un objectif de négociation en tournant le dos à l'action ; elle propose le compromis à priori, sans rapport de forces puisqu'on ne veut pas créer la mobilisation. Du coup, il est normal

travail pour tous. Tel est le cas du SMIC dont certains veulent diminuer le rôle : il pourrait cependant être une revendication unifiante si on exigeait qu'il fixe le salaire plancher de toutes les conventions collectives. Tel est aussi le cas du rejet de la précarité, dans tous les secteurs. Ces trois revendications pourraient être unifiantes. A la place d'une telle démarche, la confédération prend l'exemple de situations de travail très spécifiques, comme certains salariés du commerce et les

Pour un débat serein

Donner une interview à Rouge ou à Critique communiste fait-il courir un risque à des responsables syndicaux CFDT ? Eh oui, malheureusement ! Ils peuvent parfaitement se voir accusés d'une sorte de « complot », ou d'être « utilisés »... Curieuse conception.

Ces jugements, d'ailleurs sont unilatéraux : tel membre de la confédération devrait-il être accusé d'un « accord » avec le Figaro ou les Echos après telle ou telle interview ? Gardons la tête froide.

Rouge, faute de place, ne publie cependant que

de brefs extraits de l'interview de dirigeants de la fédération Hacuitex. L'ensemble du texte sera dans le numéro de mai de Critique communiste. Avec de nombreuses précisions sur leur analyse du courant libéral influant dans la confédération, leurs réflexions sur les problèmes stratégiques d'actualité, leurs réponses sur le vote à gauche en 1986, sur l'unité d'action et les relations avec la CGT.

Prenons donc cette page pour ce qu'elle est : une invitation à en lire plus dans Critique communiste.

le fait la confédération en abandonnant celles qui existent, pour prétendre ensuite étendre à tous les conséquences de certaines situations de travail spécifiques ? Il y a là une contradiction. Et cette contradiction révélatrice montre bien que l'objectif pour la confédération, ce n'est pas l'unification de la classe ouvrière mais l'adaptation de la classe ouvrière à la crise.

● Je vois bien le débat et la critique. Mais le congrès comporte-t-il un enjeu pour l'extérieur de la CFDT ?

L. D. — Il y a des enjeux internes. Et il y a aussi la façon dont la CFDT peut être un enjeu dans la situation actuelle.

A l'intérieur du congrès, l'un des enjeux principaux sera : remettra-t-on à l'ordre du jour une démarche d'action ? Aux conseils nationaux confédéraux, notre fédération a demandé des initiatives d'action ; nous n'avons jamais eu de réponses précises. Le congrès devra en débattre : va-t-on s'engager à recréer les conditions de l'action ?

Cela amène au deuxième enjeu, un peu extérieur à la CFDT. Un certain nombre de dirigeants et de forces sociales et politiques, aujourd'hui, réfléchissent par avance à la situation dans un an, avec des élections où la gauche ne serait plus majoritaire. Il pourrait y avoir, calcule-t-on, des réactions des travailleurs, une action syndicale qui redémarrerait... Dans ce sens-là, certains vont tout faire pour que la CGT soit isolée ; et j'ai l'impression qu'on essaie, en prévision, de bien insérer la CFDT dans un certain consensus... Bref, certains veulent faire de la CFDT un partenaire pour éviter un trop grand développement de l'action. La CFDT va-t-elle se situer sur ce terrain, ou sur celui de l'action syndicale, force de revendications et de propositions ?

● Lors du congrès, vous pensez regrouper une minorité. Comment cela peut-il influencer la majorité de la confédération ?

L. D. — Le fait que nous ayons déposé un contre-projet, en plus des amendements d'autres organisa-

tions au CNC de janvier, a eu un effet. Ce n'est pas pour rien qu'Edmond Maire a décidé la publication d'un nouveau texte, présenté au CNC d'avril. Nous avons déjà contribué à poser des questions, à faire reprendre le débat.

● Cela pose la question de l'après-congrès...

D. T. — ... Et cela pose la question de l'opposition structurée qui existe au sein de la CFDT, la question du regroupement « Pour une autre démarche syndicale ».

Nous pensons que cette opposition va trouver avec notre texte un moyen de marquer son désaccord avec la confédération. Le problème, plus largement, est de savoir si c'est une solution de structurer ainsi une opposition, avec la dialectique de fractionnement que cela peut avoir dans l'organisation.

Dans ce débat, il n'y a pas d'inconvénient à ce que des camarades, militants de la LCR ou d'une autre organisation, fassent avancer leurs thèses. L'inadmissible en revanche serait un noyautage pour « faire passer » une stratégie élaborée hors de la CFDT.

Est-ce que le problème réel n'est pas celui du dialogue au sein de la CFDT ? Au-delà du congrès, en effet, nous pensons que l'un des problèmes difficiles est de reconstruire le débat. Il y a en effet de grandes tendances au sein de la CFDT ; mais il s'agit de réintégrer tous les camarades dans le dialogue, sans exclusive de part et d'autre.

L. D. — Au sujet du débat interne dans la CFDT, je voudrais pour ma part reprendre un peu en arrière. Au congrès de notre fédération, à Valence, en 1983, nous avons marqué nos distances à l'égard d'« Une autre démarche syndicale ». Mais le congrès avait nettement marqué sa volonté de mener le débat au sein de l'organisation. Je pense qu'aujourd'hui nous montrons assez, au travers de notre contre-projet, que nous souhaitons un réel débat d'orientation !

Propos recueillis par Pierre Rème.



Daniel Torquéo — En effet. Et je pense qu'il est loin d'être parfait. Il souffre d'un grave défaut : c'est un texte contre, un « contre-texte ». La loi du genre — inévitable dans la préparation d'un congrès —, c'est d'être un peu caricatural : il ne peut combler une absence de débat, dans la CFDT, depuis des années.

● Il est frappant de voir à quel point cependant vous ne vous contentez pas d'opposer une ligne politique à une autre. Vous accordez beaucoup de place aux problèmes posés par la construction de la mobilisation.

ont changé aujourd'hui ! Nous n'avons pas à apporter des réponses à priori aux problèmes posés aux travailleurs en cherchant à ce qu'elles soient acceptables par le système et le patronat. Nous invitons les syndicats, les travailleurs, à se mettre à l'action pour faire avancer les revendications des travailleurs, les objectifs de l'organisation. Si on aboutit à un compromis, il est le résultat de cette action ; alors que dans la démarche confédérale, la place et le rôle de la mobilisation sont sous-estimés ou absents : on se veut une organisation « réaliste »...

de se retrouver avec les autres organisations et pas avec la CGT.

Par contre, quand on développe une stratégie d'action avec les travailleurs, pour faire avancer les revendications, de fait, on se retrouve avec la CGT. C'est l'objectif que nous nous fixons qui nous rapproche des unes ou des autres.

Pour reconstruire l'unité d'action, il faut des revendications unifiantes. Or, la confédération, tout en disant qu'« il n'y a plus de revendications unifiantes », abandonne celles qui pourraient l'être. Tel est le cas de la réduction du temps de

saisonniers, ou bien elle invoque les aspirations individuelles particulières de quelques femmes qui souhaitent travailler à temps partiel. En s'appuyant sur de tels exemples, la confédération voudrait étendre à tous des situations spécifiques, par un accord cadre ouvrant des possibilités de précarité pour tout le monde et en généralisant à tout le monde le travail à temps partiel. En fait, ce sont des possibilités dont le patronat va s'emparer pour diviser encore plus la classe ouvrière.

Cependant, peut-on dire qu'« il n'y a plus de revendications unifiantes » comme

« Une évolution de ma conscience de militant »

Alain Philippe a été dix-huit ans durant maire d'Audun-le-Tiche, commune proche de Longwy, en plein pays de la mine de fer et de la sidérurgie. Militant du PCF depuis 1954, il en est chassé en 1983, en raison de ses désaccords. Candidat en mars 1985 aux cantonales, non inscrit puisque proscrit du PCF, il réalise un score de plus de 10 % dans le canton, et arrive en seconde position à Audun, juste derrière le candidat officiel du PCF.

● **Comment s'est passée ta rupture avec le PCF ?**

Mes démêlés avec le PC se situent dans une période comprise entre la rupture de l'Union de la gauche en 1977 et 1983, l'année de mon éviction à la fois de la mairie et du parti.

En réalité, il ne s'agit pas d'une brisure nette mais plutôt d'une évolution de ma conscience de militant, d'un phénomène de rejet d'une politique anachronique, faite de volte-face et de prises de positions en contradiction totale avec ce que devrait être un parti de masse.

J'ai acquis la conviction qu'au PC, l'appareil était beaucoup plus soucieux de sa pérennité que de l'intérêt de ceux qu'il prétend représenter. Faut-il citer les alliances et mésalliances avec le PS au gré des circonstances électorales ? Faut-il rappeler les déclarations ou les atermoiements au sujet des faits et méfaits dans les pays de l'Europe de l'Est ? Faut-il insister sur la « démocratie » interne du parti et le refus de remettre en question un fonctionnement d'un autre âge ?

J'ai fait part de mes divergences. J'ai eu le plus grand tort, selon le parti, de les avoir rendues publiques. Il aurait fallu les garder pour moi, courber l'échine et avaler de nouvelles couleuvres. Je n'ai pas pu, alors j'ai été chassé au mépris de mon passé de militant, et ce que j'avais apporté à la collectivité durant dix-huit années. En mars 1983, le PC m'a présenté comme tête de liste aux élections municipales. J'ai été réélu pour la quatrième fois. Trois jours après, le verdict tombait : mauvais communiste, n'assiste plus aux réunions, a trop de désaccords. Les électeurs me demandent d'être encore leur maire. Pas question, le PC décide souverainement et arbitrairement du contraire.

● **As-tu bénéficié de l'appui de la population à ce moment ?**

Lors de ces événements, j'ai reçu le soutien de plusieurs centaines d'électrices et d'électeurs outrés de cette désinvolture et du mépris du PC pour le suffrage universel. Audun-le-Tiche a été réellement en effervescence et ce

n'est pas oublié, loin de là. Quant aux militants, je n'ai rien attendu d'eux, à quelques exceptions près. En pareilles circonstances, on se tait même si on désapprouve. Le sacro-saint intérêt du parti prime sur toute velléité.

● **Quel était le sens de ta candidature aux cantonales ?**

J'avais décidé d'être candidat aux élections cantonales de mars 1985. Dès mon éviction, et je l'avais dit publiquement, je voulais faire la

démonstration que, contrairement à la position de l'entourage de mon successeur à la mairie et de la fédération du PC de la Moselle, on peut encore exister sans la bénédiction du « parti des travailleurs ». Je voulais prouver que l'on a le droit de critiquer sans être un proscrit et que le peuple n'approuve pas les coups bas. Je crois avoir réussi. Bien entendu, dans les onze autres communes du canton, j'ai fait un score modeste. Mais à Audun-le-Tiche, je suis arrivé juste derrière mon successeur à la mairie et conseiller général sortant, battu par la droite au second tour. Faut-il vous dire que je suis ce « pelé », ce « galeux anticommuniste », « allié objectif de la droite », etc. Vous connaissez ce genre de propos aussi bien que moi.

● **Serais-tu candidat en 1986 ?**

Non, je ne serai pas candidat aux législatives prochaines. Il s'agit donc d'une hypothèse de travail. En raison du nou-

veau mode d'élection envisagé, ma position ne pourrait être que le résultat d'un accord avec mes éventuels colistiers et il faudrait pour cela que je me sois engagé dans une organisation politique. Ce qui n'est pas le cas pour l'heure.

Quant aux thèmes politiques les plus importants pour 1986, ils sont nombreux. La situation est évolutive. Que vous dire de plus, sinon qu'étant homme de gauche, je ne pourrais me battre que pour les idées qui demeurent les miennes. En tout état de cause, je rejette toute solution ou proposition non conforme avec un type de société fondée sur les bases du socialisme authentique.

● **Quel bilan tires-tu de la politique du gouvernement depuis le 10 mai 1981 ?**

En mai 1981, j'étais de ceux qui se sont réjouis de l'élection de François Mitterrand et de la gauche. Je me suis aussi demandé comment le PC pouvait accepter des strapontins après une campagne

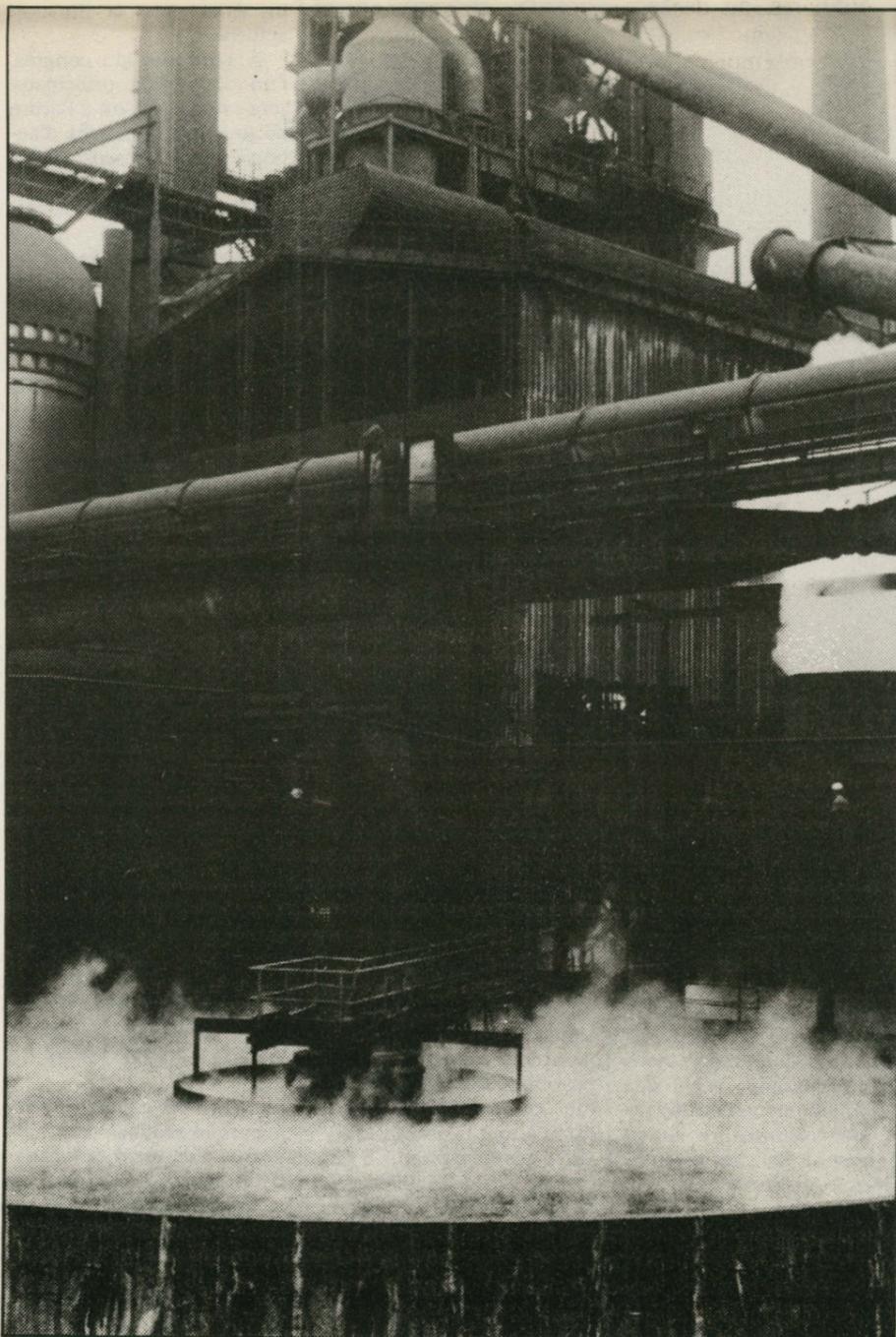
antisocialiste inouïe. J'étais cependant d'accord avec la participation du PC au gouvernement sans me faire d'illusions sur l'influence qu'il pourrait avoir sur une politique qui ne pouvait qu'avoir un caractère réformiste, voire social-démocrate.

Je pense que le gouvernement socialiste a permis l'amélioration de bon nombre de points. Malheureusement, les insuffisances sont nombreuses et l'absence de volonté politique tient à la na-

ture même du PS. Il est évident que les hommes politiques au pouvoir subissent l'influence et les pressions de la droite conservatrice et du patronat.

Je regrette aussi que les préoccupations électorales conduisent le PS à une certaine rivalité entre certains de ses dirigeants qui conduisent à intriguer pour préserver un siège menacé ?

Propos recueillis par Jean Lantier



Pour des candidat(e)s de la gauche anticapitaliste en 1986

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par une vaste campagne politique :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la perspective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986.

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LCR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

* BIEGO RIVERA — 1886-1957.
Peintre mexicain.
L'Homme à la croisée des chemins (1923-1928).

Je verse chaque mois la somme suivante :	
20 F	<input type="checkbox"/>
50 F	<input type="checkbox"/>
100 F	<input type="checkbox"/>
150 F	<input type="checkbox"/>
Plus	<input type="checkbox"/>



Anonyme	3 000 F
Anonyme	100 F
M. D., Narbonne ; « un peu d'argent pour l'unité ouvrière »	100 F
P. R., Paris	500 F
Un ancien conseiller municipal de Cerbère	100 F
Un militant CGT, Compagnie bancaire	50 F
B.H.E., Taverny	100 F
B.M.A., Bordeaux ; « 30 ans de vie commune, c'est pas mal. Voici pour aller jusqu'en 86. »	230 F
T.J.P., Macon	300 F
Jules Fourier, Saint-Antonin (82)	150 F
Y. C., sympathisant FGA, Paris	50 F
B. P., Auxerre	100 F
Caen	
Claire, CFDT-CHU	80 F
Jocelyne, EE école normale	30 F
Christian, CFDT-SNCF	200 F
Marie-Annick, CFDT-ministère Agriculture	50 F
Marcel, CGT-SNCF	30 F
Etienne, enseignement privé	150 F
Luc, CGT-SNCF	60 F
Alain, enseignant	50 F
Michel, employé de bureau	50 F
Catherine, employée de bureau	50 F
Total	530 F
Ancien total	3 100 F
Nouveau total	8 630 F

CAEN

Le procès des nervis du Front national

Le 16 avril se déroulait à Caen, le procès des trois membres du Front national interpellés le 27 mars dernier à la porte d'un meeting de la LCR, en possession de grenades. Une audience fort instructive.

Bien qu'en raison de la procédure judiciaire retenue, les antifascistes — et tout particulièrement la LCR — n'aient pu s'exprimer, l'audience aura néanmoins confirmé nombre de nos accusations. D'abord, les trois individus étaient bel et bien liés au Front national, comme l'atteste le fait qu'ils aient été en possession d'un talkie-walkie relié à la permanence du parti de Le Pen. D'ailleurs, si le moindre doute avait subsisté à ce sujet, la présence dans la salle d'une vingtaine de militants et de responsables du Front l'aurait dissipé. De même, l'expertise des grenades a prouvé qu'elles étaient susceptibles de provoquer de très graves blessures pour les participants au meeting.

Tout au long du procès, les avocats des inculpés se sont efforcés de faire oublier ces faits accablants. Il n'est, à cet égard, pas sans signification que deux d'entre eux occupent des responsabilités importantes au sein de la droite traditionnelle. Ainsi, le défenseur de Jacques Pipet, Maître Apery, est un dirigeant départemental du CNIP. Quant à Maître Chaperon, avocat de Pierre Sbraire (accusé d'avoir trafiqué les grenades et le seul à être pour cela maintenu en détention), il est un notable connu du RPR. Droite, extrême droite, les liens sont décidément patents !

Le substitut du procureur a demandé contre les trois nervis des peines allant de huit à quinze mois de prison ferme. Le tribunal rendra son verdict le 30 avril.

Tandis que le procès se déroulait, trois cents manifestants se rassemblaient devant le palais de justice, à l'appel de la CFDT, du MRAP, de l'UNEF-ID, de

la LCR, des JCR, de « Changer vraiment maintenant » d'Hérouville, du Groupe communiste libertaire, du comité anti-impérialiste, de l'UNEM, de l'UGET, et du CITIM. Seuls le PCF, la CGT et la FEN avaient cru bon de ne pas participer à la manifestation et de ne pas exprimer le moindre condamnation des agissements fascistes.

Au cours du rassemblement auquel participa notre camarade Alain Krivine fut lu un message du maire socialiste d'Hérouville. Dans celui-ci, François Geindre souhaitait « que soit aussi démontré combien l'idéologie d'extrême droite pousse certains individus à la violence et ainsi que soient mises en évidence les responsabilités qu'encourt un parti politique comme le Front national ». Il ajoutait également que « seule, la conjugaison d'un délai judiciaire et du délai de convocation du conseil municipal l'ont empêché de réunir le conseil municipal d'Hérouville-Saint-Clair, pour examiner l'opportunité d'une citation directe avec constitution de partie civile à la même audience, ce qui aurait permis de solliciter le témoignage de ceux qui luttent constamment pour le respect des droits de l'homme et de la démocratie ».

R. D.

Riposter tous ensemble

Multiplication des crimes racistes, tentative d'attentat contre un meeting de la LCR, agression contre des vendeurs de Lutte ouvrière : de tels faits ne constituent pas de simples coïncidences. Ils sont la marque qu'encouragés par la démagogie sans vergogne d'un Le Pen, encouragés par les succès électoraux du Front national, les activistes de l'extrême droite ne se sentent plus de limites. Leur racisme, voire leur antisémitisme, ne se dissimule même plus, comme en témoigne l'inculpation récente du rédacteur en chef du torchon *Présent*, pour « provocation à la haine raciale ». Et ils passent à l'action contre des travailleurs immigrés, contre des militants d'extrême gauche. Demain, si rien ne vient les arrêter, ils s'en prendront à toutes les organisations ouvrières et chercheront à casser les grèves.

Rester l'arme au pied devant de tels phénomènes serait prendre un risque considérable pour l'avenir. C'est dès aujourd'hui qu'il faut riposter dans l'unité la plus large, qu'il faut affirmer un vaste courant populaire contre le racisme et le fascisme.

Chacun peut quotidiennement le constater : les réactions ponctuelles aux crimes anti-immigrés, aux ratonnades, aux agressions anti-ouvrières, au déchaînement d'une propagande haineuse montrent vite leurs limites. Pourtant, ce dont témoigne la diffusion massive du badge « Touche pas à mon pote », c'est qu'une force existe dans tout le pays, qui ne se résigne pas au développement d'un climat pernicieux.

Il faut donc dès maintenant travailler à une action d'ampleur nationale, par exemple sous la forme d'une vaste manifestation d'un million de personnes dans la capitale. Telle est la proposition que la LCR a adressée, à l'occasion du procès de Caen, à toutes les forces ouvrières et démocratiques, à ceux et celles qu'exaspère la banalisation du Front national. L'heure n'est ni au sectarisme ni aux tergiversations. Tous ensemble, œuvrons à une riposte à la hauteur de la menace.

Christian Picquet



REIMS
Mille manifestants

Samedi 30 mars, pendant la période des congés scolaires, mille manifestants ont défilé dans les rues de Reims pour dire : halte au racisme ! L'initiative de la manifestation revient à l'Association des travailleurs marocains en France (ATMF) qui s'était adressée à toutes les organisations partie prenante du Comité unitaire contre le racisme. On notait une forte présence des jeunes, ceux de l'organisation « Panaché », regroupant des jeunes Français et maghrébins des plus gros quartiers populaires de la ville, comme ceux mobilisés par la CGT. Le PS était par contre absent. LO et la FGA participaient à la manif.

du PCF, du PS, du PCI, de la FA, de la JOC et de l'Amicale des Algériens.

Les douze cents manifestants du 4 avril sont le résultat de ce regroupement de forces. Certes, ce n'est pas encore assez ! Mais c'est considérable en comparaison de ce qui avait été réalisé jusqu'à présent. Les choses commencent à frémir !

CLERMONT-FERRAND
Mille toujours

Manifestation de mille personnes à Clermont le 4 avril, appelée par le Collectif pour l'égalité regroupant une trentaine d'organisations, dont la CGT, le PC, le PS, le MRAP, la CFDT, la LCR, etc. Le rassemblement avait été préparé en trois jours.

BREST
Douze cents manifestants le 4 avril

Douze cents personnes ont manifesté jeudi 4 avril à Brest contre les crimes racistes. Sous l'impulsion de la LCR et de l'Union démocratique bretonne (UDB), le comité Convergence 84, mis en place pour la montée des rouleurs en mobylettes à Paris, s'est maintenu. Il avait, à l'époque, mené une activité intense pour préparer celle-ci : manifestation de rue, soirée anti-raciste, accompagnement des rouleurs jusqu'à l'étape suivante, remplissage de trois cars pour le rassemblement national. Il regroupe plusieurs associations : le CLAJ, la CSCV, la Ligue des droits de l'homme, les écologistes, la Coop tiers monde, Terre des hommes, le Centre des relations internationales du Finistère, une troupe de théâtre de jeunes Algériens, l'UDB et la LCR.

PARIS
Des militants de LO agressés par le Front national

Le 5 avril, quatre militants et militantes de Lutte ouvrière ont été attaqués à l'issue de la vente de leur journal, dans les couloirs du métro gare de l'Est, par des vendeurs de l'hebdomadaire du Front national. Ces derniers, devant la réprobation de la population, n'ont pas hésité à brandir un pistolet, afin de pouvoir tabasser tranquillement les camarades de LO. « Vous dites que vous êtes communistes, eh bien, vous vous en rappellerez », criaient-ils.

Un des militants de LO a perdu connaissance et a dû être hospitalisé. Ses trois camarades souffrent de traumatismes divers. Un exemple de plus des méthodes de gangsters utilisés par ceux qui se réclament de la pensée de Le Pen.

La mobilisation lancée contre les crimes racistes a reçu également le soutien de la CGT, de la CFDT,

Mise au point

Les camarades de la LCR de Marseille nous ont fait parvenir ces précisions, à la suite de l'article paru dans *Rouge*, la semaine dernière, sur les manifestations de riposte dans la région, à l'assassinat de Noredine à Miramas.

JCR, du PCML, du Parti humaniste, de l'AFMA (Association de femmes maghrébines en action), auxquels s'étaient ralliés le PC, la CGT, et SOS Racisme. La manifestation regroupa 5 000 personnes à Marseille, vendredi 5 avril. L'Amicale des Algériens avait appelé à la fermeture des magasins du quartier arabe, mot d'ordre très largement suivi, y compris par les commerçants français du quartier. Cette mobilisation considérable, et d'une ampleur rarement vue à Marseille contre le racisme, montre la voie de l'efficacité.

La riposte la plus importante a été impulsée par l'Amicale des Algériens en Europe. A son appel, ainsi qu'à celui du MRAP, de l'ASTI, du GAF, des associations de Marocains, de Tunisiens, de Commoriens, de la CFDT, de la LCR, des

N'OUBLIEZ-PAS

Combattre



la bête immonde

Dossier ROUGE L/CR

Avec le mouvement antiguerre américain contre Reagan

La journée de mobilisation du 20 avril aux Etats-Unis constitue pour le mouvement antiguerre nord-américain une sorte de galop d'essai en vue de battre en brèche la politique raciste, militariste et impérialiste de Reagan-la-guerre.

D'un bout à l'autre du pays, c'est un très large front qui s'est constitué, regroupant pour l'occasion les organisations communautaires, les Eglises, les syndicats et partis politiques, sans doute le plus large front depuis les grandes manifestations contre la guerre du Vietnam.

Les mots d'ordre de cette large coalition du 20 avril mettent à chaque fois en cause l'un des piliers de la politique de l'administration Reagan.

Les marcheurs du 20 avril manifesteront contre l'intervention US en Amérique centrale. A l'heure où Reagan entretient à grands frais le harcèlement dévastateur du Nicaragua révolutionnaire par les contras, à l'heure où la présence militaire yankee se renforce dans toute la Caraïbe, le coup le plus efficace contre cette politique barbare peut et doit venir des Etats-Unis mêmes. Il y a dix ans, la principale puissance militaire de la planète devait s'avouer vaincue à Saïgon parce que les masses américaines s'étaient massivement mobilisées contre la sale guerre américaine en Indochine.

Les marcheurs du 20 avril manifesteront également contre le soutien à peine voilé de Washington au régime raciste d'Afrique du Sud. Prolongeant les luttes contre les discriminations raciales aux Etats-Unis, le refus de l'apartheid a déjà donné lieu à d'innombrables manifestations et piquets devant l'ambassade de Pretoria à Washington.

Les marcheurs du 20 avril manifesteront enfin contre l'austérité et la course aux armements. Au lendemain du vote par le congrès américain de plus de vingt-cinq milliards de crédits pour la « guerre des étoiles », le programme de loin le plus coûteux jamais entrepris, ils exigeront le gel du déploiement des armes nucléaires et des emplois plutôt que des bombes.

Ainsi, ces mobilisations probablement très massives, après le succès des marches de Pâques en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, après le succès de la marche anti-OTAN de Torrejon en Espagne et de la démonstration antimissiles du 17 mars à Bruxelles, sont la preuve du dynamisme du mouvement antiguerre international et de sa capacité à s'opposer à la politique de militarisation et d'austérité des gouvernements capitalistes dans la plupart des métropoles impérialistes.

Le 20 avril, nous serons donc aux côtés des pacifistes américains contre Reagan. Parmi les marcheurs se retrouveront, pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble de nos camarades qui agissent en solidarité avec la IV^e Internationale aux Etats-Unis. Une raison supplémentaire pour la LCR d'apporter son fraternel soutien à cette initiative.

Jean-Louis Michel

HAITI

Le bon appétit du CNPF

L'impérialisme américain organise le pillage à grande échelle d'Haïti. La France veut sa part du gâteau. Une délégation du CNPF part investir en Haïti le 22 avril. Avec la bénédiction du gouvernement français qui, en un an, a multiplié par cinq son aide à la dictature de Duvalier. Imaginons... la pensée d'un patron découvrant cette île des Caraïbes.

Vous êtes industriel ? Vous aimez investir à l'étranger ? Alors, sachez-le, ce n'est plus du côté de l'Extrême-Orient qu'il faut tourner les yeux. Singapour, c'est fini. C'est à Port-au-Prince qu'il faut aller.

Imaginez un peu. Là-bas, le salaire minimum est à 3 dollars par jour. Un record mondial. Moins de 200 francs par semaine pour six jours de travail. Il est payé à la pièce. Et pendant trois mois, les stagiaires ne touchent même pas le salaire minimum. Pas de souci à se faire pour licencier. Le gouvernement haïtien est très compréhensif. Et il y a chaque jour des centaines de gens qui font la queue à l'entrée des usines pour obtenir un emploi. Vous pensez, c'est le pays le plus pauvre d'Amérique latine. Quant aux syndicats, c'est très simple. Le gouvernement n'en veut pas. Il les a tous dissous il y a vingt ans. Mais il signe tout de même toutes les conventions internationales, et il y a un code de travail : cela évite les histoires.

Je vois que je commence à vous intéresser. Mais ce n'est pas tout. Regardez une carte. Le marché américain est là, à portée de la main. Et voici la nouveauté : depuis un an, les produits venant de Haïti, comme de la plupart des pays de la Caraïbe, entrent aux Etats-Unis sans droits de douane. Je vous le dis, c'est une affaire en or. En plus, les pièces détachées entrent en Haïti tout aussi gratuitement, et les capitaux en sortent librement. Quant aux impôts, le gouvernement ne vous en fera pas payer

avant des années et des années. Le paradis !

Etes-vous dans l'électronique par exemple ? Alors, pas d'hésitation. vous faites venir vos composants en Haïti, et vous les montez là-bas. Vous ne serez pas les premiers. Il y a déjà 10 000 personnes qui travaillent

garde. Prenez le cas de Thomson, firme nationalisée spécialisée dans l'électronique. Sa direction participe à la mission du CNPF qui part le 22 avril pour Haïti, et en même temps, annonce des centaines de licenciements en France.

Alors, pourquoi se gêner ? D'ailleurs, le gouvernement français sait où est son intérêt. Entre 1983 et 1984, l'aide de la France à Haïti est passée de 60 millions à 300 millions de francs. Il n'y a que les Etats-Unis qui donnent un peu plus. Et il faut le constater, le résultat est là. Une partie de l'argent se perd un peu dans les poches du président Duvalier et de ses tontons macoutes, il faut bien en passer par là. Mais maintenant, Haïti passe de plus en plus de contrats

le monde et une main-d'œuvre jeune et habile, qui puisse être souvent renouvelée. Mais les Américains ont pensé à tout. Il suffit de les laisser passer devant et de suivre. Toute une vallée va être noyée, deux barrages construits. Il y a d'ailleurs encore des marchés à prendre. Cette opération, c'est tout bénéfique : 1) cela fait de l'électricité ; 2) cela fait 60 000 paysans sans terres qui accepteront de travailler à l'usine pour presque rien ou de finir le système routier en échange d'un peu de nourriture provenant des surplus américains de blé. Tout est prévu.

Et le gouvernement haïtien a accepté un plan américain qui est de la même veine, mais qui va beaucoup plus loin. Il consiste à transformer 30 %



dans l'électronique, sur 50 000 en tout dans l'assemblage. Oui, mais les pouvoirs publics français vont-ils me laisser faire, vous demandez-vous peut-être ? Ne vous en faites pas. Là-dessus, ils sont à l'avant-

avec la France. Demandez donc à Alstom, aux Grands Moulins de Pantin, à CIT-Alcatel, à la SCET, à l'Aéroport de Paris ce qu'ils en pensent. Et à la BNP qui vient d'ouvrir une succursale à Port-au-Prince ! Ainsi en 1983, la France a exporté deux fois plus vers Haïti que l'année précédente. Cela n'a pas été confirmé, mais il y a un an, on murmurait qu'un contrat avait été conclu pour l'achat de Mirage.

Piller, encore piller

Les Américains prévoient que dans quelques années, il y aura 200 000 ouvriers en Haïti, la plupart concentrés dans des parcs industriels géants. Même les Asiatiques sont sur les rangs. Evidemment, il va falloir suffisamment d'électricité pour tout

des terres cultivées par les paysans haïtiens pour se nourrir en grandes plantations d'arbres fruitiers destinés à l'exportation.

Vous le voyez, dans ce pays, il y a de l'avenir. Il commence à y avoir un peu trop d'agitation sociale. Mais dans ce domaine aussi il faut faire confiance aux Américains.

Alors, un dernier conseil. Préparez votre valise et téléphonez au CNPF. Il reste peut-être encore une place dans la délégation qui part à Haïti. Mais n'en parlez pas trop autour de vous. Les syndicats risquent de ne pas apprécier. Surtout que seize personnes vont bientôt passer en procès en Haïti. Elles sont accusées de « complot communiste » et risquent la peine de mort.

Arthur Mahon

Contre l'apartheid

Le Mouvement anti-apartheid et de nombreuses autres organisations (CEDETIM, fédération de Paris de la Ligue des droits de l'homme, la JOC, la JEC, la JOCF, les JCR, les deux UNEF, etc.) appellent à un nouveau rassemblement devant l'ambassade d'Afrique du Sud (59, quai d'Orsay, Paris VII^e, métro Invalides) le mercredi 24 avril à 18 heures. Par ce rassemblement mensuel, les organisateurs veulent amplifier la protestation contre le régime d'apartheid qui multiplie ses crimes.

VICTOR HUGO

Le centenaire de la conscience française

Il avait été monarchiste, et voilà qu'il devient démocrate et républicain ! Il se proclame socialiste, se fait l'apôtre des Etats-Unis d'Europe, et réussit ce tour de force d'incarner la conscience française, alors qu'il est en exil à Jersey et Guernesey pendant vingt ans ! Il se bat avec acharnement contre la peine de mort, mais il fait tourner les tables ! Poète, romancier, dramaturge, peintre, il fut aussi un des hommes les plus controversés et les plus haïs de son temps. Mais qui est-il alors, ce Victor Hugo dont on célèbre cette année le centenaire de la mort ?

D'abord — et c'est ce qui est étonnant — à vingt-cinq ans, Victor Hugo est déjà devenu, non seulement un personnage de première importance dans la vie littéraire française, mais aussi une sorte de chef de file. Il est très écouté, il bénéficie d'une pension royale et d'une pension du ministère de l'Intérieur, et ses amis s'appellent Delacroix, Balzac, Vigny, Mérimée, Théophile Gautier, Sainte-Beuve...

Les *Odes et Ballades*, à la technique et à l'inspiration encore assez classiques, ont connu un grand succès, mais ce sont les *Orientales*, élaborées pendant l'année 1828, qui le consacrent dans l'esprit du public comme un poète de génie. Et comme un romantique.

Et puis Hugo est un boulimique, pas précisément un homme à se reposer sur ses lauriers. Et la même année, il a l'idée d'un gros roman où il pourrait introduire cette fièvre « gothique » qui le hante, sa passion pour les cathédrales, et sa fascination pour le Moyen Age (à une époque où celui-ci était complètement oublié). Ce sera le célèbre *Notre-Dame de Paris*.

La même année, il se lance dans tout autre chose : la rédaction du *Dernier Jour d'un condamné*. La peine de mort, c'est quoi pour les

contemporains d'Hugo ? Une sorte d'institution que personne ne remettait en cause. En 1826, il y eut 150 condamnations à la peine capitale, dont 110 exécutées ; en 1828, 114 dont 75 exécutées !

Jamais Hugo n'a pu oublier sa première vision d'un condamné à mort : celle de Louvel, assassin du duc de Berry, en 1820. Ecœuré que « la société fit au coupable et de sang-froid et sans danger, la même chose dont elle le punissait », il s'insurge aussi contre la machine qui coupe les hommes en deux : « La guillotine, c'est toujours avec répugnance qu'on écrit ce mot hideux », dit-il. Ces textes de Hugo contre la peine de mort sont à nouveau disponibles aux éditions Actes-Sud (*Ecrits sur la peine de mort*, 75 F).

Tout cela ne l'empêche pas de continuer à se passionner pour le théâtre. Il écrit donc *Marion de Lorme*, qui lui causera ses premiers ennuis avec la censure. La pièce raconte l'histoire d'une courtisane du XVIII^e siècle, qui cherche à se réhabiliter, thème cher à ce bourgeois qui sera toute sa vie troublé par les figures de femmes un peu « déclassées » : Juliette Drouet n'est-elle pas elle-même une ancienne courtisane ? Il le lui reprochera sans vergogne

d'ailleurs, mais on peut penser que ce passé l'attirait aussi.

Et puis, il y a cette anecdote archi-connue, citée par Alain Decaux dans son excellent *Victor Hugo*, paru à la Librairie académique Perrin, 160 F (c'est un peu cher, mais quelle introduction à Hugo !). Un soir d'hiver, à la veille de son élection à l'Académie française, il rentre à pied chez lui, et témoin d'une scène qui le révolte, défend toute la nuit au commissariat de police une prostituée emmenée là à grands fracas, sous le prétexte qu'elle avait malmené un passant qui, en réalité, s'était amusé à lui jeter de la neige dans le cou. On retrouvera dans son œuvre romanesque ce personnage de prostituée sous les traits de Fantine dans les *Misérables*.

Mais *Marion de Lorme* est interdite. Hugo obtient d'être reçu par le roi Charles X, ce que le journal *le Globe* appelle « le premier coup d'Etat littéraire » ! On lui propose en échange de cette interdiction une petite rallonge : 2 000 francs supplémentaires pour sa pension ! Bien sûr, Hugo refuse avec hauteur, tout en s'arrangeant pour que tout le monde le sache.

Il se lance alors dans *Hernani*, où les personnages apparaissent comme les reflets caractéristiques de son angoisse : angoisse du pouvoir, angoisse de la trahison, angoisse de sa propre perte. La première représentation bat tous les records de chahut. Les amis d'Hugo, arrivés bien avant l'heure pour faire la claque, ont joyeusement piqué-niqué dans la salle et y ont commis quelques dégâts, les toilettes étant fermées en dehors des heures de représentation ! Pourtant, l'éditeur Mame achète à Hugo la pièce pendant l'entracte, sans même connaître la fin. Les articles dans les journaux sont désastreux, mais le public adore *Hernani*, et le succès est éclatant. Résultat : les Hugo font la fête

toutes les nuits, et se font proprement et simplement mettre à la porte par leur propriétaire pour cause de tapage !

Après les Trois Glorieuses, la naissance de son quatrième enfant, et l'arrivée au pouvoir de Louis-Philippe, sa pensée politique se dessine peu à peu. En novembre 1831, il est profondément choqué de la répression qui s'abat sur les canuts de Lyon. Au début de 1832, l'épidémie de choléra fait des ravages, et il s'élève contre l'égoïsme épouvantable des riches.

Cependant, c'est par le biais de la littérature qu'il se livrera à sa première attaque publique du régime, et révélera ses dons d'orateur. En effet, le 22 novembre 1832, la censure revient : le gouvernement ordonne de suspendre les représentations de sa nouvelle pièce *Le roi s'amuse*. Ses nombreux amis proposent de riposter par une sorte de manif. Mais Hugo refuse, ravi d'avoir une meilleure idée. C'est que, sous cet aspect de grand bourgeois indigné par l'injustice, il y a aussi un homme extrêmement astucieux. On ne parle pas assez de ce côté astucieux d'Hugo, de son goût pour les calembours aussi.

Il décide donc, pour contrecarrer cette interdiction, d'attaquer la Comédie française en lui demandant des dommages et intérêts. Voilà donc Hugo le 19 décembre au tribunal de commerce, où la violence de son discours le campe définitivement comme un défenseur brillant des libertés et un homme qui n'a pas peur de s'attaquer au régime en place (ce qu'il ne fera pas toujours d'ailleurs, mais c'est une autre histoire !).

Ainsi, en 1834, nouveau réquisitoire contre la peine de mort, à propos de Claude Gueux (on dirait un nom de personnage de roman de Hugo !), détenu à Clairvaux et qui avait assassiné à coups de hache le gardien-chef de la prison.

Victor Hugo, c'est le souffle littéraire : *Ruy Blas* succède à *Marie Tudor* et *Olympio* où, comme tous les romantiques, il s'est créé un « double », car *Olympio*, c'est lui comme Chateaubriand est René, et comme Musset est Fantasio.

C'est l'intérêt pour les questions sociales. Mais c'est aussi Dieu. Peut-être la plus grande contradiction de Hugo. Dans les *Rayons et les ombres*, qui paraît en 1840, il cite constamment la Bible et la présence de Dieu plane sur tout le livre. Et

Hugo et la révolution

● Samedi 27 avril, à 14 h, sur FR 3.

Victor Hugo et la Révolution ! En cette année de centenaire de la mort du poète, c'est peut-être le problème le plus intéressant pour des révolutionnaires. Il fait l'objet d'un film de Claudine Cerf (scénariste) et Jacqueline Marguerite (réalisatrice), équipe qui, l'an dernier, avait donné l'excellent *Maxime Lisbonne, le mousquetaire de la Commune*. Cette fois, elles se sont surpassées : le film est une enquête magistrale, alternant, sans une minute de faiblesse, discussions de spécialistes d'avis opposés, documents et « citations » remarquablement jouées (il faut voir le prodigieux Triboulet du *Roi s'amuse*, et Charles Gonzalez est remarquable dans ses quatre rôles) ou superbement illustrées.

Du vivant de Victor Hugo, et très longtemps après, les marxistes ont été en général hostiles à sa personne et à son art. Une étude de Lafargue est franchement odieuse et d'ailleurs étrangère à la critique littéraire. De Plekhanov à Luckacs, Hugo est traité avec mépris. Il est vrai qu'il est le négatif de l'idéal réaliste. Dans sa monumentale *Histoire sociale de l'art et de la littérature*, Arnold Hauser ignore quasiment Hugo. Et ce n'est pas sa « réhabilitation » par un stalinien comme Aragon qui pouvait arranger les choses.

Pourtant, c'est le prolétariat qui a fait la gloire de Hugo, contre non seulement la haine tenace de la droite, mais aussi contre les mépris de l'intelligentsia de gauche. Cette vénération populaire relèverait-elle de l'opium idéologique ?

Une remarque faite dans le film par un des historiens me paraît importante : alors que le mouvement des intellectuels et écrivains du XIX^e siècle, de 1830 à 1848,

puis de 1848 à la Commune, se fait en général de la gauche vers la droite, celle de Victor Hugo se fait en sens inverse.

Victor Hugo n'est certes pas un révolutionnaire. Il appartient — comme la plupart des romantiques — à l'intelligentsia petite-bourgeoise qui défend les valeurs bourgeoises abandonnées dans la pratique par la classe dominante. Il ne dépasse pas ces valeurs, mais non seulement il s'y accroche, mais il les porte à leurs conséquences ultimes, d'où l'élévation de son humanisme, sa lutte contre la peine de mort, pour les Etats-Unis d'Europe, etc. Il a peur de l'anarchie sanglante qui accompagne toute révolution, mais après chacune — juin 48, la Commune — il constate que la Révolution est infiniment moins sanguinaire que la répression contre-révolutionnaire.

Il n'a pas adhéré aux révolutions de son temps au moment où elles se faisaient, mais il leur a rendu justice immédiatement après — c'est-à-dire dans les périodes de réaction — et a pris jusqu'au risque de la mort en offrant publiquement asile aux Communards en fuite, avant de se battre sans relâche pour leur amnistie totale.

Il faut prêter attention dans le film à la scène de la discussion entre Gauvain et Cimourdin (de *Quatre-vingt-treize*) avant l'exécution du premier et le suicide du second. Dans les paroles de Gauvain, il y a toute la problématique des moyens et des fins de la Révolution, et cela n'est-il pas au cœur de nos préoccupations d'aujourd'hui ?

A ne pas manquer, le samedi 27 avril, sur FR 3, de 14 h à 16 h, le film étant suivi d'une discussion d'une heure, avec l'humble participation de...

Michel Lequenne

puis, Hugo c'est aussi les voyages, le goût des voyages, petites escapades à vingt kilomètres de Paris dans une auberge à Jouyen-Josas avec Juliette ; ou lente découverte émerveillée de l'Espagne ou de l'Alle-

magne, dont il tire ce *Livre du Rhin* fabuleux.

Sophie Goukett

● La deuxième partie de la vie de Victor Hugo paraîtra prochainement. Patienter... nous avons un an...



● Samedi 16 h (A 2) Galles-Angleterre.

● Dimanche 20 h 35 (TF 1) *Traquenard* de Nicholas Ray avec R. Taylor, Cyd Charisse, Lee J. Cobb. Taylor, avocat marron claudiquant et vieillissant, et

Cyd Charisse, « party girl » vêtue d'une robe écarlate, oublie d'avoir honte de leurs compromissions et découvrent la passion dans les ors et les pourpres d'une mise en scène exaltée et lyrique.

21 h 35 (A 2) Sortie de

secours : « La délinquance à Stockholm ».

22 h 30 (FR 3) *le Tigre du Bengale* de Fritz Lang avec Debra Paget, Paul Hubschmid. 1^{re} partie d'un ensemble réalisé sur la fin de sa vie, entre 1957 et 1959 par F. Lang de retour en Allemagne (la 2^e partie, *le Tombeau hindou*, sera projetée dimanche prochain...). Lang écrit la première version de ce scénario en... 1930 ! Il lui fallut donc attendre près de trente ans pour porter à l'écran ce fabuleux roman d'images parfois naïves, toujours en-

chanteresses, en tout cas au charme indéniable.

● Mardi 20 h 35 (FR 3) *Le privé connaît l'assassin* de R. Benton avec Art Caney et Lily Tomlin. Réalisé par un membre de la « bande à Altman » (et d'ailleurs produit par Altman lui-même), ce premier film de Robert Benton est un pur régal qui nous replonge dans un monde que les romans de Chandler, Hammet ou Ross MacDonald nous ont rendu familier. Drôle, tendre et nostalgique, ce film vous donnera l'occasion de vous

replonger dans les livres de ces maîtres du roman noir, rien que pour voir si Sam Spade, Phil Marlowe ou Lew Archer, vieilliss de trente bougies, ne ressembleraient pas à ce privé-là !

● Jeudi 20 h 35, le choix entre une mauvaise adaptation du bon roman d'Ajar, *la Vie devant soi* (M. Mizrahi avec S. Signoret sur FR 3) ou la énième vision de *la Grande Vadrouille* (G. Oury avec Bourvil et de Funès sur A 2).

23 h 05 (TF 1) *Jeanne d'Arc* de V. Fleming avec

Ingrid Bergman. Entre Hollywood et Saint-Sulpice... La seule fois où j'ai vu ce film, j'ai assisté à un miracle : la fin du film a pris feu dans la cabine de projection... Hallelujah !

● Vendredi (A 2) *Chercheurs d'or* d'E. Buzzel avec les Marx Brothers. Pas leur meilleur film, mais, à l'exemple de la célèbre scène de la locomotive alimentée par le bois des wagons du train, un film loufoque, parfois inégal, mais souvent tordant !

Michel Laszlo



SOUDAN

La révolte des forçats de la faim

Nimeiry, le boucher de Khartoum, vient d'être licencié pour cause d'émeutes de la faim. La hiérarchie militaire pro-impérialiste et l'opposition civile négocient la meilleure manière de priver les masses soudanaises du fruit de leur victoire.

Après deux semaines de soulèvement populaire, les chefs militaires du Soudan ont déposé, le 5 avril, le maréchal Nimeiry qui se trouvait en visite aux Etats-Unis. Khartoum, la capitale, a connu les émeutes de la faim, après celles de Tunis, Casablanca, Saint-Domingue, Sao Paulo, etc. Cette fois-ci le régime est tombé à la suite des mobilisations de riposte aux mesures d'austérité qui augmentaient de 33 % le prix du pain et du sucre.

Dans les rues, face aux manifestants, la police réagit à son habitude : elle tire. Deux mille six cents personnes sont arrêtées sans que soit endiguée cette lame de fond.

Pendant ce temps, Nimeiry est reçu à Washington où on le qualifie encore d'*« allié important »* que l'on félicite des *« mesures positives »* prises récemment. Reagan décide même de débloquent 67 millions de dollars sur les 180 millions d'aide jusqu'alors en suspens. En Afrique, le Soudan est, après l'Egypte, le principal bénéficiaire de l'aide américaine (226 millions de dollars pour l'année fiscale 1985, dont 46,5 millions pour l'armée).

La banqueroute

La situation du pays est catastrophique. La dette extérieure se ballade entre 8 et 9 milliards de dollars, et le service des intérêts s'élève à 1,25 milliard de dollars, dépassant les recettes du pays à l'exportation (800 millions par an). La monnaie, la livre, a connu treize dévaluations en sept ans et l'ensemble des projets économiques ont tourné court.

Dans la seconde moitié des années soixante-dix, sont échafaudées deux voies de développement : faire du Soudan un grenier à grains et développer des industries de transformation (filatures de coton, raffineries de sucre, etc.) comme débouchés à la manne des pétro-dollars. Mais le libéralisme économique dont on nous vante tant les vertus a conduit le pays à la banqueroute.

La rébellion du Mouvement pour la

libération des peuples du Soudan et de son armée forte de dix mille hommes commandés par John Garang a mis fin aux espoirs de développement dans le sud du pays. La construction du canal de Jonglei, pierre angulaire des projets agricoles, est arrêtée en même temps que les forages fructueux de la Chevron, filiale de la compagnie pétrolière américaine Standard Oil.

Une récolte désastreuse de coton — qui procure normalement 60 % des recettes à l'exportation et fait du Soudan le deuxième producteur du continent — est venue s'ajouter à ce tableau économique particulièrement sombre.

Surtout, la famine ravage le pays. Selon la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, il faudrait au moins un milliard de tonnes de céréales en plus de celles livrées ou simplement promises au Soudan, ce qui relativise les proclamations à grands cris de l'assistance humanitaire de la Maison-Blanche.

La famine touche 7 millions d'habitants

Dans l'ouest du pays, des milliers de gens errent dans le désert. Près de sept millions d'habitants, sur les vingt-deux que compte le Soudan, sont touchés par la famine et leur nombre pourrait dépasser les dix millions dans les mois qui viennent.

Comme toujours dans ces pays, où la corruption est de rigueur dans les allées du pouvoir, c'est à une mort programmée à l'échelle de masse que sont voués les déshérités. De cela les puissances impérialistes sont responsables au premier chef et non les parvenus des régimes dictatoriaux. Quand il s'agit de préserver leurs intérêts, les puissances impérialistes savent se débarrasser d'hommes qui ne leur conviennent plus.

L'histoire de Nimeiry est, à cet égard, édifiante. Quant, le 25 mai 1969, à la tête d'officiers progressistes, il reverse le

gouvernement contrôlé par l'Oumna (Nation islamique, expression politique de la puissante secte des Ansars), Nimeiry est empreint du nassérisme et de l'expérience des officiers libres en Egypte. Ceux-ci avaient déposé, le 23 juillet 1952, sous le regard bienveillant des USA, le roi Farouk dont l'autorité s'était effondrée, en particulier au sein des forces armées.

La vision politique de ces officiers est bien résumée par Mahmoud Hussein dans son livre *l'Egypte* : *« Elle peut se résumer dans la volonté de réorganiser la vie politique et de réorienter la vie économique existant ; plus précisément de résoudre la crise de ce mode de production, de le débloquent — en sacrifiant une fraction infime de la classe dominante, la plus parasitaire — en faveur d'un développement capitaliste qui s'appuierait sur l'aile moderniste de la grande bourgeoisie et serait généreusement financé par le capital étranger — américain surtout. »*

Cependant, le nouveau maître de Khartoum doit compter avec le parti communiste le plus puissant du monde arabe, qui a développé depuis la fin des années quarante un mouvement syndical atteignant lors du coup d'Etat les deux cent mille adhérents.

En moins d'un an, c'est la rupture. Nimeiry déclare à la radio : *« A partir de maintenant, tous ceux qui se disent communistes ou reconnaissent appartenir à une organisation communiste soudanaise seront écrasés et exterminés. Les communistes n'ont pas de place dans la Révolution et ils seront balayés. »* Le Parti communiste compte parmi ses membres des officiers de haut rang. Ceux-ci prennent l'initiative d'un putsch sans effusion de sang, le 19 juillet 1971.

Fort du soutien de la Libye et de l'Egypte, où Sadate, successeur de Nasser, vient de liquider l'aile pro-soviétique du régime, Nimeiry reverse le rapport de forces et provoque un bain de sang, qui décapite le PCS. Soulignons qu'il a bénéficié de la contribution directe de Kadhafi, qui lui a remis les deux principaux dirigeants du putsch arrêtés par les Libyens après détournement de leur avion.

Ce massacre, moins d'un an après celui des Palestiniens par les troupes de Hussein de Jordanie en septembre 1970, marque un tournant politique dans la région. Rappelons pour mémoire le télégramme personnel de soutien adressé par Mao au boucher de Khartoum.

Sous l'égide de Nimeiry, le Soudan va

devenir un point d'appui important pour l'impérialisme contre les pays de la région dont le régime déplaît : c'est le cas de l'Ethiopie, du Yémen du Sud et de la Libye avec laquelle les liens ne sont plus au beau fixe.

Khartoum devient l'indéfectible allié du Caire auquel un traité le lie. Ce soutien se manifeste notamment par l'appui soudanais aux accords de Camp-David et au traité de paix israélo-égyptien. Le Soudan collaborera d'ailleurs avec le régime sioniste pour évacuer vers Israël les Falashas, juifs éthiopiens.

De la chari'a à la grève générale

Le 29 septembre 1983, Nimeiry, qui avait rompu avec les Ansars et s'est allié aux Frères musulmans proclame la chari'a, loi islamique qui prévoit notamment des mutilations pour certains délits. De son côté, l'opposition, allant du PC aux Ansars, se regroupe dans le Front de salut national. Dans les semaines précédant le départ aux USA de Nimeiry, elle multiplie les contacts avec des responsables égyptiens, saoudiens et évidemment américains.

Tandis que durant sept jours la grève générale paralyse Khartoum, l'inquiétude grandit dans les capitales occidentales et chez leurs alliés de voir le mouvement gréviste amener les masses soudanaises à se porter candidates au pouvoir et même voir la hiérarchie intermédiaire passer à l'action comme leurs homologues du Ghana ou du Burkina. C'est ainsi que le propre ministre de la Défense, le général Sewar El Dahab, est placé à la tête des conjurés.

Celui-ci va aussitôt s'entretenir avec les représentants des principales puissances impérialistes, après avoir accusé ceux qui appellent à la poursuite des grèves de *« haute trahison à l'égard de la Nation »*. Il réaffirme également son intention d'appliquer le programme d'austérité requis par le FMI et les USA en affirmant que l'ancien régime *« n'expliquait pas les choses au peuple »*.

Les choses ne sont pas définitivement réglées quant à la transition à un gouvernement civil. Il n'en demeure pas moins que le Soudan pourrait demeurer dans une situation d'instabilité que la mise en œuvre des ordonnances du FMI ne peut qu'exacerber, même si on *« explique les choses au peuple »*.

Jean-Jacques Laredo